

imprecor

correspondance de presse internationale

bimensuel, N°42 - 22 janvier 1976 -

30 fb, 3fs, 3ff



ANGOLA, UN ENJEU
INTERNATIONAL

INPRECOR

correspondance de presse internationale



N° 42 - 22 JANVIER 1976



Sommaire

- ESPAGNE : "La montée du mouvement de masse" - (Interview d'un membre du B. P. de la LCR-ETA (6) p. 3
Pampelune : "Préparer la lutte" p. 7
PORTUGAL : "Contre le plan d'austérité" p. 9
- A. Udry
ITALIE : "La chute du gouvernement : une nouvelle étape de la crise italienne". L. Maitan p. 12
ANGOLA : "Un enjeu international" C. Gabriel p. 16
VIETNAM : "De la libération à la réunification" P. Rousset p. 20
FRANCE : "L'offensive du pouvoir contre le mouvement des soldats" P. Robs p. 25
"Le P. C. F. et la crise du capitalisme" J. Valier p. 27
SAHARA : Déclaration du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale contre la répression du peuple Sahraoui par l'impérialisme. p. 31
ISRAEL : Déclaration commune de trois organisations révolutionnaires. p. 32



vient de paraître

Sommaire

2. Drouot
3. Drouot - Drouot
4. Miquel-Thomas
5. Miquel-Thomas
6. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
7. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
8. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
9. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
10. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
11. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
12. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
13. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
14. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
15. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
16. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
17. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
18. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
19. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"
20. "L'Unité" - "Unité" - "Unité"

Photo: Facile de droite réservés
COMITE DE REDACTION
Dariusz Abram - Alain Bricard - Jean-Michel Michel-Leprieux
Michel Pons - Claude Pons - Michel Pons - Frédéric Vigneron
Directeur de la publication: Jean Pons
MAXI OUI CHEVE - 18 Impasse Guéménée PARIS
(pour toute correspondance)
Abonnement 12 NUMEROS 80 F

Toute commande à l'adresse suivante :
Editions de la Taupe Rouge
10, Impasse Guéménée - Paris 75004
● les commandes groupées bénéficient d'une remise de 20 %
● aucune commande non accompagnée d'un chèque correspondant au montant de la commande et payable à 30 jours ne sera satisfaite.



INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an. Pour les autres pays s'adresser à la rédaction
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE, libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

Espagne



LA MONTEE DU MOUVEMENT DE MASSE

INTERVIEW D'UN MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE
DE LA LCR-ETA6

● **INPRECOR** : Comment peut-on définir le projet politique des secteurs dominants de la bourgeoisie après la disparition de Franco et l'avènement de Juan Carlos ?

LCR-ETA 6 : Le projet du gouvernement, appuyé par le grand capital peut se résumer ainsi : réformer le franquisme. Cette réforme comporte deux aspects : donner à la bourgeoisie l'opportunité de s'organiser en partis politiques et opérer une certaine reconnaissance des organisations du mouvement ouvrier, sans "dépasser la limite" du PSOE. La bourgeoisie situe la réalisation de ce projet à moyen terme, elle se donne deux ans. Mais plus d'un élément risque de chambarder ce calendrier. Nous n'insisterons pas sur les pressions de la bourgeoisie internationale : plus importantes et décisives sont les limites que le mouvement de masse va imposer à la concrétisation de ce plan bourgeois. De plus, la résistance du personnel de l'appareil franquiste vient encore compliquer les choses : ce dernier n'est pas disposé à accepter la réforme du franquisme qui implique la perte de ses privilèges au sein de l'appareil d'Etat.

Mais, fondamentalement, la question cruciale pour le gouvernement réside dans la difficulté à conjuguer, pourrait-on dire, le rythme d'expression du mouvement de masse avec celui de la "réforme du franquisme". Les manifestations pour l'amnistie et contre le blocage des salaires ces dernières semaines indiquent donc où se trouve la vraie limitation de tout le projet gouvernemental.

Pour ce qui est de la détermination des échéances, il faut tenir compte de divers facteurs.

Le pouvoir a fait une série de promesses de réformes à la bourgeoisie avec la perspective d'assurer une certaine stabilité et de contrôler le mouvement de masse. Or, sur deux questions importantes (l'amnistie et les salaires), si la dictature cède, elle stimule la montée du mouvement de masse et voit ses plans mis en question. Mais si elle ne fait aucune concession elle risque de dissiper les illusions existantes dans des secteurs largement influencés par les réformistes qui justifient la validité de leur politique à partir des résultats de la tactique de pression sur le gouvernement. La bourgeoisie, quant à elle, ne peut se satisfaire d'une solution qui, d'une part, n'offre aucune perspective claire pour le futur et, d'autre part, est incapable d'empêcher un débordement du mouvement de masse. Voilà en quelque sorte l'impasse de la situation actuelle.

● **INPRECOR** : Quels sont donc les développements les plus significatifs des luttes ouvrières dans cette dernière période ?

LCR-ETA 6 : Les premières luttes importantes furent celles pour l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques, y compris ceux accusés de "crimes de sang", que l'actuel pouvoir veut laisser à l'écart de ses futurs "indultos" (rémission de peines de prison), et pour le libre retour de tous les exilés politiques. La première manifestation s'est déroulée à Madrid le jour même du Te Deum célébrant le couronnement de Juan Carlos. Le 7 décembre, 30 000 personnes au total ont manifesté devant la prison de Carabanchel et dans divers quartiers de Madrid. Mais ces manifestations ont largement dépassé le cadre de la capitale madrilène. A

A Madrid, la grève du métro marque le début de l'élargissement accentué des luttes après Noël

San Sebastian, en Euzkadi, il y a eu une manifestation de 8 000 personnes, très combative, qui a défilé pendant trois heures dans les rues aux cris de "Txiki, Otaegui, nous vous vengeons !" et "Dissolution de la Garde civile!". Il y a un mouvement massif de pétitions dans toutes les villes et les villages. Mais le plus significatif est peut-être l'extension de ces mobilisations dans des villes où il n'y avait jamais eu de manifestations dans la rue. Ainsi 2 000 personnes ont défilé à Salamanque, 5 000 à Alicante. Dans ce mouvement pour l'amnistie, qui fait surgir de nouvelles couches sur la scène politique, le PCE joue évidemment un rôle important, ne serait-ce que par la forme que prennent actuellement ces mobilisations (manifestations parfois tolérées et surtout pétitions).

La lutte pour l'amnistie a aussi opéré sa jonction avec le mouvement revendicatif contre le blocage des salaires et pour le renouvellement des contrats collectifs. Secteurs après secteurs entrent dans la bataille : banques, téléphone, métallurgie, bâtiment, etc..

Une des revendications clé de ces mouvements est "l'amnistie du travail", c'est-à-dire la réintégration des ouvriers et employés licenciés pour activités syndicales et politiques. Cette revendication se trouve, par exemple, au centre de la plateforme de la SEAT (usine automobile de Barcelone). Le PCE, actuellement, affirme ne pas vouloir céder sur cette question. Or, imposer cette revendication impliquerait une victoire politique d'envergure pour les masses travailleuses. En effet, alors que le chômage atteint le chiffre de un million, la réintégration de plus de 25 mille travailleurs représenterait à la fois une victoire contre la politique patronale dans le domaine de l'emploi et, surtout, une reconnaissance, de fait, de l'activité politique et syndicale.

Les luttes ouvrières se sont développées depuis le début janvier et tendent à se généraliser. Les grèves ont commencé à éclater dans les gros bastions ouvriers (Standard Electric ITT dans toutes ses filiales au niveau de l'Etat, Pegaso, Kelvinator, etc.). Une unification des revendications s'est affirmée : 6 000 pesetas d'augmentation uniforme, prise en charge par l'entreprise de la cotisation de sécurité sociale, semaine de 40 heures, 30 jours de vacances.

Les grèves générales du 11 décembre à Madrid, Barcelone et en Euzkadi, du 16 décembre aux Asturies, ont été des succès et ont marqué une étape importante dans la montée du mouvement.

A Madrid, la grève du métro marque le début de l'élargissement accentué des luttes après Noël. C'est la première grève depuis que le métro existe. Elle suscita un mouvement de solidarité des autres secteurs : banques, téléphone, métallurgie. La solidarité fut matérielle et militante. Le 9 janvier, 18 000 personnes ont manifesté leur solidarité aux grévistes du métro à Getafe, faubourg industriel de la capitale où sont concentrées de nombreuses entreprises métallurgiques. Des manifestations eurent lieu dans le centre de Madrid le samedi et le dimanche 10 et 11 janvier. Ce mouvement de soutien a culminé avec la grève générale du 12 décembre à Madrid. Ce jour là, à Getafe, les grévistes étaient au nombre de 30 000. Dans l'agglomération madrilène plus de 120 000 travailleurs se mirent en grève. Le même jour, des milliers de travailleurs des banques arrêterent le travail à Barcelone. La grève s'étendit aussi aux dockers du port de Barcelone, aux ouvriers et employés de la compagnie d'électricité FESCA (Forces électriques de Catalogne). La mobilisation s'accroît parmi les 24 000 travailleurs de la SEAT, etc.. Tous les signes d'une accélération du mouvement revendicatif au niveau de l'Etat s'affirment en ce début de semaine.

Ce développement des luttes illustre clairement quel peut et quel doit être le pas suivant : une centralisation des luttes et la préparation à un appel à la grève générale au niveau de tout l'Etat espagnol, pour le renversement de la dictature.

- INPRECOR : Dans ce contexte, comment s'opère le processus de recomposition du mouvement ouvrier ?

LCR-ETA 6 : Répondre à cette question revient tout d'abord à expliquer la participation massive des travailleurs aux élections syndicales. L'ensemble de la classe ouvrière ressent la nécessité de sa représentation et de son organisation permanente pour la défense de ses intérêts. Les élections des "enlaces" (délégués du syndicat vertical CNS) ont représenté un succès pour les "candidatures unies et démocratiques" (CUD, dominées par le PCE). La plateforme sur laquelle ont été élus ces délégués est identique à celle surgie dans le mouvement revendicatif actuel. Elle comportait une clause indiquant la nécessité de ratifier en assemblée générale les accords que pouvaient être amenés à signer les "enlaces". Cette victoire des CUD se répercuta au niveau

des Commissions ouvrières (C. O.). Le PCE privilégie maintenant, dans son rapport avec le mouvement de masse, les "enlaces" plutôt que les structures unitaires de l'avant-garde ouvrière dans les usines : les commissions ouvrières. C'est ainsi que le PCE lance désormais des appels à la grève générale à partir de réunions d'"enlaces". A Madrid une assemblée de 3 000 "enlaces" a lancé l'appel à la grève générale le 11 décembre.

Néanmoins sous la pression de l'avant-garde ouvrière, des expériences d'auto-organisation et de la poussée fondamentale vers la démocratie ouvrière, un débat s'ouvre dans le PCE, ou, plus exactement, diverses positions s'y manifestent sur le rôle à venir des Commissions ouvrières.

Un fort courant, concentré en Catalogne dans le PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne, PC Catalan), explique que désormais la direction des luttes doit passer par les CUD. Ceci va dans le sens d'une liquidation des C. O. et d'une mise en avant des seules structures syndicales. Par contre, un certain nombre de dirigeants des C. O., entre autres Camacho, proposent une sorte de combinaison entre l'utilisation des "enlaces" sur le plan légal et des C. O. au niveau des entreprises. Carrillo, au centre, affirme que les "enlaces" ne peuvent pas être le seul canal d'expression du mouvement de masse, mais, qu'à leur tour, les C. O. forment un cadre trop étroit pour englober les larges secteurs des masses au moment de mobilisations d'ensemble. Il met dès lors l'accent sur le maintien de l'appareil des C. O., contrôlé par le PCE, les C. O. ne seraient plus alors une organisation de base mais une sorte de mouvement. En outre une discussion se développe dans le PCE sur le rôle des Comités élus en assemblées générales lors des luttes. Elle recouvre divers aspects du débat sur les "conseils de délégués" en Italie en 1969.

Il est important de remarquer que lors de la lutte des travailleurs de la banque à Madrid, une liaison s'est produite entre les C. O. et les CUD. En effet, une coordination des assemblées de délégués élus pendant la lutte par les employés a travaillé en rapport étroit avec les "enlaces", faisant ratifier toutes les décisions prises en commun devant les assemblées générales.

INPRECOR : Quelles sont les perspectives de reconstruction du mouvement syndical ?

- **LCR-ETA 6** : Le syndicat corporatiste a été un des piliers du régime. Toute "réforme du franquisme", sans parler de bouleversement plus important, pose la question : quel syndicat construire ? La position du PCE consiste à construire un syndicat autonome et indépendant à partir des positions acquises dans la CNS, à partir des "enlaces". La majorité du PSOE prétend

construire l'UGT (Union générale des travailleurs). Ainsi se posent aussi bien les problèmes de la division syndicale que du fonctionnement démocratique du syndicat. Face à cela, la LCR-ETA 6 avance le mot d'ordre d'un Congrès syndical constituant, fondé sur des sections syndicales d'entreprises, unitaire, démocratique, avec droit à l'expression des différents courants du mouvement ouvrier, c'est-à-dire le droit de tendance. Seulement à partir de telles positions il est possible non seulement de se battre pour l'unité du mouvement syndical, de mener, par exemple, une bataille contre la ligne divisionniste du PSOE, mais aussi contre le projet et les manipulations bureaucratiques du PCE. Une telle orientation permet de plus de riposter aux tendances ultra-gauches sectaires qui peuvent développer des positions du type "syndicat rouge".

- **INPRECOR** : En dehors des luttes dans les entreprises, assiste-t-on à des mobilisations dans les quartiers ?

LCR-ETA 6 : Autour des deux thèmes de l'amnistie et du soutien aux luttes ouvrières se sont développés des mouvements qui reposent sur des organisations de quartiers : les associations de locataires (de "voisins") légales ou para-légales.

Ces associations se sont constituées pour combattre les effets de l'urbanisation sauvage qui s'est produite lors du boom économique. Leurs premières batailles étaient surtout axées autour de la question de l'amélioration des services publics (éclairage, égouts, espaces verts, équipements scolaires...). Ces problèmes d'urbanisation sont encore des thèmes de mobilisation puisqu'en décembre, pour protester contre le manque d'éclairage public dans les rues du "barrio" Oriol à Valence, 1 500 personnes ont défilé de nuit avec des torches.

Ces associations de quartiers sont fortement implantées. Elles peuvent regrouper, par exemple, 1 500 à 2 000 personnes dans un quartier de 15 000 habitants. Mais leur politisation se cristallise effectivement au niveau des organismes permanents qu'elles mettent en place : commissions d'urbanisme, commissions femmes qui regroupent le plus souvent les ménagères pour engager des luttes sur la question des garderies et des crèches.

Ainsi, à Barcelone, pour protester contre la fermeture des écoles pendant la semaine de deuil officiel après la mort de Franco, les femmes d'un quartier ont décidé d'emmener leurs enfants sur les lieux de travail, obligeant ainsi certaines banques à fermer. Les commissions femmes jouent aussi un rôle très important dans le soutien aux luttes ouvrières, notamment par leur action auprès des commerçants pour les amener à pratiquer une politique de crédit en faveur des familles de grévistes.

- **INPRECOR** : Pour la première fois est apparue avec l'Union démocratique militaire (UDM) un regroupement dans l'armée qui conteste la légitimité franquiste. Que devient ce pilier de l'ordre franquiste qu'est l'armée ?

LCR-ETA 6 : L'UDM regroupe environ 200 officiers et tire un bulletin à 3 000 exemplaires. Si l'UDM est en position de rupture avec le franquisme et le "juancarliste", sa principale revendication reste des plus limitées : une "armée technique", c'est-à-dire modernisée et époussetée. Les événements du 25 novembre, au Portugal, ont été salutaires en Espagne en ouvrant les yeux à des larges secteurs d'avant-garde pleins d'illusions sur la contribution que pouvait apporter au processus révolutionnaire un "MFA espagnol" !

Quant à nous, nous insistons sur la nécessité de l'organisation autonome des soldats, marins et aviateurs. Le PCE travaille lui à la construction de l'UDM et subordonne tout travail parmi les soldats à ses plans pour tenter d'amadouer quelques officiers. Il sacrifie donc l'organisation autonome des soldats au respect de la hiérarchie, à la préservation de l'unité de l'armée et au mythe de l'"armée démocratique".

La LCR-ETA 6, ainsi que d'autres courants révolutionnaires, poussent à la construction de comités de soldats dans les casernes. Notre travail commence à un niveau minimal, sur les problèmes quotidiens auxquels se heurtent les soldats : qualité de la nourriture, obligation d'aller à la messe tous les dimanches, le contenu des bibliothèques des casernes, c'est-à-dire le droit de la libre circulation des livres, y compris bien sûr des livres marxistes.

Les comités publient une revue "El Soldado". Dans certains cas, ils ont même opéré une jonction avec le mouvement ouvrier. Le 11 décembre, en Euzkadi, lors de la grève générale contre les peines de mort, des contacts furent établis entre le comité central de grève et des comités de soldats.

Enfin, il faut noter les actions de démoralisation entreprises contre les activités coloniales de l'armée espagnole au Sahara. Il existait sur place des comités de soldats auxquels participaient des militants du Front Polisario. Ainsi au moment du repli des troupes espagnoles, un camion bourré d'armes fut "abandonné" pour le plus grand profit des militants du Front Polisario.

- **INPRECOR** : Quelles sont les lignes de force de l'action du PSOE et du PCE ?

LCR-ETA 6 : Les organisations réformistes PCE et PSOE tentent de canaliser la poussée du mouvement de masse vers des solutions politiques de collaboration de classe.

Aujourd'hui, le PSOE ne dispose pas d'un grand

poids politique, surtout dans la classe ouvrière. Cela ne veut évidemment pas dire qu'il n'existe pas un terrain favorable dans un proche avenir à un développement rapide de ce parti. Il suffit de se rappeler le processus de développement du PS portugais après avril 1974, un PS bien plus inconsistant que le PSOE.

Le PSOE est traversé par divers courants. Un de ces courants est prêt à collaborer semi-ouvertement avec la dictature et à entrer dans le jeu du projet de réforme du franquisme développé par le grand capital. Il envisage d'utiliser la marge de manoeuvre que lui laisse le pouvoir pour tenter de croître, de s'affirmer et d'assurer ses positions face au PCE. Mais, un autre courant est plus sensible au danger qui existe dans toute collaboration plus ou moins ouverte avec le gouvernement actuel : les possibilités de croissance future pourraient être fortement mises en question. Enfin, une aile gauche se manifeste dans la Jeunesse socialiste. Elle affirme la nécessité du renversement de la dictature, refuse la collaboration avec la bourgeoisie et exige la dissolution des corps répressifs.

Le PCE représente la principale force pour contrôler le mouvement de masse. Or, la bourgeoisie affirme sans détours qu'il n'y a pas de possibilités de pacte avec le PCE dans les deux ans à venir. Face à cette attitude de la bourgeoisie, le PCE s'efforce de faire la démonstration qu'il est la force essentielle avec laquelle il est nécessaire de s'entendre pour assurer la viabilité d'un projet de stabilisation de la situation. Ce sont les paroles mêmes de Santiago Carrillo. Il dit à la bourgeoisie : "Si vous voulez signer un pacte social, acceptez préalablement un pacte politique". C'est-à-dire : "Reconnaissez tous les partis politiques, y compris le PCE, principale force du mouvement ouvrier, et nous nous engageons à contrôler le mouvement de masse". La bataille pour les contrats et pour l'amnistie sont situées, par le PCE, dans cette perspective.

Mais de nouveaux éléments apparaissent par rapport à la stratégie de la "Junta démocratique". Après la mort de Franco, des modifications se produisent dans le camp bourgeois, facilitant l'expression des bourgeoisies "périphériques", spécialement en Catalogne et en Euzkadi. Le PCE aborde partiellement sous un nouvel angle cette situation. En Catalogne où il est très fort, et où la bourgeoisie dispose d'une certaine autonomie, le PCE passe un véritable pacte politique avec elle. Il a formé le Conseil démocratique de Catalogne qui est un organisme au sein duquel existent des forces représentatives réelles de la bourgeoisie (la Banque catalane, les courants de la démocratie-chrétienne catalane). Ce ne sont donc pas les potiches ou les "personnalités représentatives" de la Junta démocratique. En Catalogne le PCE a donc réussi une opération qu'il n'a pas pu faire aboutir avec la bourgeoisie centrale. En Euzkadi, malgré les différences s'est aussi créée une Assemblée démocratique, regroupant aux côtés du PC basque, le Parti national basque (PNV). On peut constater qu'à

ce niveau, à la différence de la Junte démocratique, le PC réinvestit, sous une certaine forme, le problème des nationalités.

INPRECOR : Quelles sont les grandes orientations de l'extrême-gauche ?

LCR-ETA 6 : De manière générale, les groupes centristes de droite ont une attitude suiviste par rapport au PCE et même par rapport au PSOE.

Le MCE (Mouvement communiste d'Espagne) participe à la plateforme de Convergence démocratique, alors que le Parti du Travail (ex PCI, maoïste) intègre la Junte démocratique où s'est déjà partiellement dissoute l'organisation Bandera Roja.

En Euzkadi s'est constitué un Organisme unitaire, qui regroupe le MCE, l'ORT, et l'ETA V (politico-militaire). L'O.U. est présenté comme un simple organe de coordination des luttes, mais, de fait, c'est autre chose. En effet, les organisations qui le composent sont soit membres du mouvement ouvrier (MCE, ORT), soit petite-bourgeoise (ETA V); mais ce sont des organisations suivistes politiquement du PC. Dès lors, l'ORT et le MCE ont capitulé grammaticalement face à l'Assemblée démocratique du PCE sur deux questions importantes :

- la question du statut de la République de 1936, ce qui revient de fait à une négation de l'auto-détermination;
- la constitution après la chute de la dictature d'un gouvernement provisoire d'Euzkadi, avec la bourgeoisie, c'est-à-dire avec le PNV.

Nous avons donc refusé l'invitation qui nous fut faite de participer à l'O.U. Nous avons présenté les propositions alternatives suivantes : à partir des expériences passées de front unique, développons des organes de coordination de luttes, en étroit rapport avec les mobilisations qui se développent rapidement à l'échelle de l'Etat et donc axées sur trois thèmes centraux : libertés politiques (droit d'association, de réunion, de manifestation), l'amnistie, la riposte au blocage des salaires (plateforme revendicative).

En effet, la priorité reste la centralisation du mouvement à l'échelle de l'Etat pour une offensive contre la dictature. Il faut étendre au niveau de l'Etat espagnol les expériences de coordinations qui se sont déroulées en septembre-octobre en Euzkadi. Cette perspective s'inscrit contre la tactique de "grève générale locale" développée par le PCE. Mais, pour que de telles coordinations puissent se réaliser, pour assurer cette extension, il convient de ne pas faire assumer par de tels organismes l'intégralité d'un programme politique d'une organisation, l'orientation d'un seul parti sur l'après-franquisme. Cela revient à une attitude ultra-sectaire, ne comprenant ni les modalités de cette unité d'action, ni la dynamique que déclencherait une telle unité sur ces objectifs.

De tels organismes de coordination pourraient d'ailleurs être des embryons d'organes de démocratie ouvrière, puis de double pouvoir, à l'échelle de la zone, de la localité, de la région. Les exemples des grèves générales d'Euzkadi sont pleins d'enseignement à ce sujet (voir INPRECOR N° 34).

De plus en plus s'affirme l'axe essentiel de la centralisation et de l'auto-organisation des luttes culminant dans une grève générale au niveau de l'Etat espagnol pour le renversement du franquisme. Face au projet réformiste bourgeois, nous avançons de façon propagandiste le mot d'ordre d'assemblée constituante, avec le droit de vote à 16 ans, et nous mettons l'accent sur les tâches politiques transitoires telles que : dissolution des corps répressifs, abrogation des lois et des institutions du franquisme, jugement des crimes fascistes.

13 janvier 1976

Pampelune

PREPARER LA LUTTE

Nous publions ci-dessous une correspondance de Pampelune qui montre comment le mouvement ouvrier de Navarre s'organise pour donner le plus de force et d'unité à ses luttes.



La façon dont les travailleurs de Navarre préparent la lutte pour la défense de leurs revendications est déjà une tradition. Les Commissions ouvrières élaborent une plateforme unitaire qui est discutée dans les assemblées de chaque entreprise avant d'être présentée au patronat le même jour, que cela coïncide ou non avec la date établie dans le contrat. Ceci permet d'unifier la lutte. C'est ainsi que s'est forgée cette extraordinaire solidarité ouvrière du prolétariat navarrais. Et c'est ainsi que se sont renforcées quelques Commissions ouvrières qui ont une forte base organisée dans chaque entreprise et une extraordinaire influence dans tout Pampelune.

Avant les dernières élections syndicales (au syndicat officiel vertical) les Commissions ouvrières décidèrent de lancer une campagne pour s'emparer des postes de responsabilité dans le syndicat. Et elles y réussirent largement. Mais, dès le début, tous ces postes appaurent

comme compléments de la lutte des Commissions ouvrières, jamais comme substitut. Les Commissions ouvrières elles-mêmes introduisirent dans la plateforme lancée au moment de la seconde phase des élections syndicales le mot d'ordre d' "Election et révocation libres des responsables syndicaux par les assemblées".

A de nombreuses occasions, le patronat et l'organisation syndicale ont tenté de renverser ce poids prépondérant des Commissions ouvrières. Ils tentèrent par exemple d'imposer que les réunions du syndicat dans lesquelles participaient librement les représentants et les non représentants soient limitées aux premiers seulement. Mais le résultat a été le contraire de celui escompté par le patronat : il existe aujourd'hui à Pampelune une assemblée des travailleurs de toutes les entreprises qui se réunit régulièrement dans les locaux syndicaux. Environ 600 travailleurs participent activement à ces réunions, parmi lesquels environ 125 occupent des postes dans le syndicat. C'est une assemblée plénière des Commissions ouvrières ouverte à tous les travailleurs.

Lors d'une des dernières réunions de cette assemblée, un groupe de camarades a mis en avant la nécessité d'élaborer une nouvelle plateforme de revendications -- différente de celle déjà exposée par les Commissions ouvrières -- qui touche toute la province. Il était, selon eux, nécessaire d'intégrer plus étroitement les petites entreprises dans cette lutte, et ceci impliquait d'abaisser les revendications afin de les assimiler à celles de ces petites entreprises. Après un débat, l'assemblée décida à la majorité d'appuyer la plateforme des Commissions ouvrières (l'unité autour de cette plateforme représente précisément la plus grande garantie pour que les travailleurs des petites entreprises puissent mener leur lutte en même temps que les grandes entreprises, ce qui facilite la défense de leurs revendications). Et l'assemblée décida, de plus, de proclamer explicitement le rôle des Commissions ouvrières dans la direction de la lutte revendicative. Sur cette base, la direction des Commissions ouvrières décida de mettre en place une "Commission ad hoc" dans laquelle se retrouvaient, à côté de cette direction, les représentants des entreprises les plus importantes, afin que leur activité soit directement coordonnée par les Commissions ouvrières en tant qu'instrument de la lutte revendicative.

Contrairement à cela, la Commission de Délégation sur le Contrat de la Métallurgie continue à ne regrouper que les représentants syndi-

caux. Nous pensons que cet organe doit s'élargir, que, lors de l'assemblée qui se réunit dans les locaux syndicaux, il faut élire une commission plus large numériquement, qui soit réellement représentative de tous les travailleurs de Pampelune et responsable devant eux et constamment soumise à leur contrôle.

Il existe un climat de mobilisation unitaire à Pampelune. Et on peut en voir un résultat important dans le fait que, à Magnesitas et à Asesta, le patronat a décidé de céder et d'accorder des augmentations de 60 000 et de 54 000 pesetas respectivement. Il semble que dans la première entreprise il était même prêt à accepter la formation d'un Comité de sécurité des travailleurs pour contrôler les conditions de travail. Mais il serait dangereux de penser que cela va être la position du patronat dans toutes les autres entreprises. Nous allons vers des négociations très dures. La bourgeoisie veut faire payer les frais de la crise économique aux travailleurs. Les licenciements ont déjà commencé dans quelques entreprises. L'indice du chômage monte de façon alarmante. La bataille n'a donc en fait que commencé.

Au cours des derniers jours, les Commissions ouvrières ont approuvé un plan de lutte : 1) Dans la perspective de préparer une grève générale pour la fin janvier, lancer dès maintenant dans toutes les entreprises différentes actions, assemblées, arrêts, etc., et proposer cette perspective dans toutes les entreprises; 2) Fixer pour le 15 janvier une première journée de lutte pour la plateforme, avec des assemblées et un arrêt de travail d'une heure; 3) Renforcer le travail de chaque Commission ouvrière dans son entreprise, tout en continuant et en élargissant les réunions par secteur et les assemblées centrales. Parallèlement une Commission de chômeurs a été formée, coordonnée avec les Commissions ouvrières, afin que son action et ses revendications soient pleinement intégrées dans les luttes à venir.

Il faut maintenant s'attaquer à ces tâches. Préparer la lutte dans chaque entreprise par le biais de réunions ouvertes et larges de chaque Commission ouvrière qui préparent des assemblées plénières. Préparer des caisses de résistance et, comme l'an passé, les coordonner avec les quartiers, les paysans, etc., afin d'assurer des fonds qui permettent aux travailleurs de ne pas abandonner la lutte à cause de la faim. Impulser l'activité des assemblées, leur caractère d'organes de direction et de décision. La lutte sera dure. Et large : nous devons nous y préparer. Et notre organisation constitue la meilleure garantie de notre unité.

Portugal

CONTRE

LE PLAN

D'AUSTERITE!

A. UDRY

Le 25 novembre a ouvert une nouvelle étape dans le "processus révolutionnaire" au Portugal. Il marque la fin d'une phase dominée par une montée semi-consciente et semi-spontanée du mouvement de masse qui culmina durant l'automne 1975, au moment où s'opéra la jonction entre la crise approfondie d'une armée au sein de laquelle émergeait un mouvement autonome de soldats, l'élargissement et le renforcement des Commissions de Travailleurs (CTs) et l'apparition de vastes mobilisations revendicatives à l'échelle de branches entières de l'économie.

La victoire obtenue par la bourgeoisie le 25 novembre n'a pas provoqué une modification qualitative des rapports de forces sociaux. Cependant, le coup porté sur le plan militaire et le regain d'initiative politique du gouvernement qui en résulte font surgir au grand jour les faiblesses et les limites d'une ascension du mouvement de masse qui ne rencontrait pas d'obstacles imposants vu la décrépitude de l'appareil d'Etat. L'expression essentielle du recul limité de la révolution portugaise se marque donc dans le processus de recomposition du mouvement ouvrier et dans la modification des termes des futures confrontations étant donné le processus de recomposition de l'appareil d'Etat. La dominante reste l'instabilité sociale et politique, les batailles décisives se trouvent devant la classe ouvrière portugaise.

Dans la foulée du 25 novembre...

Au lendemain du succès des commandos d'Amadora, la majorité du Conseil de la Révolution priorisa la reconstitution des organes de direction militaire, spécialement au niveau du Conseil de la révolution et de l'état-major. Le 12 décembre, le décret-loi du Conseil de la révolution sur la réorganisation des Forces armées portugaises (FAP) met l'accent sur le rôle prépondérant des officiers du cadre permanent et sur la suppression du débat politique dans l'armée. Selon le décret, la discipline remplacera les discussions en Assemblée générale et les structures traditionnelles de l'armée ne se verront plus doublées par ces organes ambivalents

que le MFA avait mis en place dès octobre 1974, afin de canaliser la poussée des soldats. En outre, il insiste lourdement sur l'illégalité de toutes les milices populaires : les seules "forces armées légales" sont les FAP et les "forces militarisées", c'est-à-dire la GNR et la PSP. Si l'homogénéité du corps des officiers n'est pas complète, si des désaccords se maintiennent et même s'exacerbent entre les Melo Antunes et les représentants de la hiérarchie traditionnelle, il ne fait pas de doute que la cohésion du cadre permanent est forte. De fermes défenseurs de Spinola reprennent du service et retrouvent des places de premier rang au moment où sont épurés les tenants du document du MFA de juin 1975. Ainsi s'affichent de nouveau les lieutenants-colonels Almeida Bruno, Ricardo Durao, les majors Monge et Nuno Bivar ou Firmino Miguel, sur lequel comptait Spinola lors de la tentative de "coup d'Etat constitutionnel" lancé par Palma Carlos, en juillet 1974. A ce niveau, les rythmes de l'inversion de tendance sont rapides et alarment même des membres du "groupe des Neuf". A tel point, que Vasco Lourenço, commandant de la Région militaire de Lisbonne, s'adressant aux Commandos d'Amadora, devait leur déclarer : "D'autres forces tenteront maintenant leur chance de vous mettre à leur service" (A Capital, 9.1.75). Il est vrai que, subitement après le 25 novembre, les commandos ont vu leurs effectifs croître rapidement et passer de 400 à 1500 hommes. Cette force de frappe de la contre-révolution n'est certes pas très forte, mais elle joue un rôle important pour le renforcement des positions les plus réactionnaires dans cette phase de transition vers une réorganisation plus profonde des FAP.

Pour l'instant, le gouvernement de Pinheiro de Azevedo compte avant tout sur la GNR et la PSP qui sont intervenues aussi bien contre des manifestations que contre des luttes de travailleurs. Il ne veut pas prendre le risque de faire intervenir la troupe contre les travailleurs, et de stimuler ainsi des refus d'ordre, de nouvelles déchirures dans le système hiérarchique qui favoriseraient la réapparition d'une activité propre des soldats. Le 12 janvier, le CR discutait d'un nouveau règlement disciplinaire pour l'armée. Prévenir la résurgence d'organes autonomes des soldats, voilà un des soucis majeurs de l'état-major. Dans ce sens, de nouvelles mobilisations des soldats devront s'initier à nouveau sur le terrain de la lutte contre la discipline militariste, pour la défense de droits démocratiques élémentaires, tout en intégrant les expériences du passé qui sont non seulement le patrimoine d'une partie du contingent, mais qui ont influencé les jeunes travailleurs entrant aujourd'hui dans les rangs de l'armée.

Parallèlement à l'offensive sur le plan militaire, le gouvernement a procédé à une vaste redistribution des cartes dans le domaine de la presse écrite et parlée. Le "Diario de Noticias" et "O Seculo" - quotidiens du matin de Lisbonne au sein desquels le PCP possédait une influence

prépondérante et qu'il mettait au service de ses opérations sectaires - sont légués respectivement au PS et au PPD. "Republica" et "O Setubalense" - journal de Sétubal pris en mains par les travailleurs sont étouffés. Radio-Renaissance redevient "l'Emetteur Catholique Portugais", Radio Club Portugaise est fusionnée "momentanément" avec "l'Emetteur National", afin d'assurer la publication régulière des communiqués officiels et des longues conférences "éducatives" des ministres et secrétaires d'Etat. Ainsi, presse et radio qui amplifiaient l'écho des luttes partielles et les prises de positions de l'extrême-gauche, véhiculent aujourd'hui les positions gouvernementales. Au nord, le journal contrôlé par la social-démocratie (Jornal de Noticias) se détache comme une exception dans le spectre d'une presse où la réaction parle haut. C'est

maintenant que se révèle le prix payé par l'ensemble des travailleurs pour le refus des organisations réformistes comme des organisations centristes de défendre avec force les principes de la démocratie ouvrière au niveau de la presse : la possibilité pour tous les courants du mouvement ouvrier de s'exprimer dans les journaux, la liberté pour les partis de disposer de leur propres organes de presse, la faculté pour les Commissions de travailleurs de faire connaître leur point de vue ou leur opposition à un article sans devoir exercer une censure. Le manque d'application d'une telle orientation ne pouvait que rendre plus aisée l'opération de contrôle de la presse et de la radio. Dans la phase actuelle d'offensive sociale du patronat et du gouvernement, l'opportunité existe pour les Commissions de travailleurs de la presse de mettre à l'ordre du jour une lutte pour le contrôle ouvrier dans la presse écrite et parlée, contrôle reposant sur les principes de la démocratie ouvrière.

La recomposition dans les 2 camps

Disposant d'un relais qualitativement supérieur dans les FAP, la droite s'affirme avec plus d'arrogance. Le CDS (Centre démocratique et social) cherche à se manifester comme le parti d'opposition bourgeois face à un PPD qui, bien que se démarquant plus nettement à droite, apparaît comme lié à toutes les péripéties des divers gouvernements. Le CDS tente de se constituer une base sociale en s'appuyant et en instrumentalisant, conjointement aux efforts effectués dans le même sens par les organisations d'extrême-droite, le mouvement des petits et des moyens propriétaires. Après le rassemblement du 25 novembre de Rio Major, le 11 janvier, plusieurs dizaines de milliers de propriétaires se sont réunis à Braga (à une cinquantaine de kilomètres au nord de Porto) pour lancer de violentes attaques contre le décret-loi sur l'expropriation et plus généralement contre la réforme agraire. Le ministre socialiste de l'Agriculture, Lopès Cardoso, fut la cible principale des harangues des leaders réactionnaires. Ainsi, fut-il accusé de "diriger la politique de son ministère, consciemment ou non, vers le communisme ou un

socialisme à façade pluraliste, en ayant comme objectif dans tous les cas de figure la collectivisation des terres..." ("Jornal Novo" 12.1.76). Sur ce terrain aussi, le PS peut mesurer combien la réaction est apte à mettre à profit, dans des délais relativement brefs, l'ouverture que lui a offerte le 25 novembre.

Les déclarations des orateurs de Braga comme quoi la loi sur la Réforme agraire devra être rediscutée par les partis, les paysans et promulguée seulement par l'Assemblée législative indique une des grandes options de la bourgeoisie : miser sur un recul quelque peu prolongé du mouvement de masse et sur une victoire électorale des partis bourgeois en avril, pour restabiliser sur cette base un pouvoir fort, ayant à sa disposition une armée dont les unités opérationnelles soient dignes de confiance. Ce projet n'empêche évidemment pas la réaction de lancer dans le Nord des opérations d'intimidation (bombes, agressions physiques) contre les militants et les sièges des partis ouvriers !

Développer un programme cohérent, donnant des réponses concrètes aux besoins des petits paysans pauvres, s'affirme toujours plus comme une des tâches importantes pour les révolutionnaires. Briser ou au moins effriter le bloc social constitué par la réaction se présente comme une condition nécessaire pour assurer une issue victorieuse à une épreuve de force des travailleurs avec la bourgeoisie.

Dans le camp du prolétariat, une recomposition profonde s'opère, qui va déterminer les rythmes et l'ampleur de la riposte à la tentative de transfert sur le plan social de la victoire militaire et politique obtenue à peu de frais le 25 novembre. Cette recomposition se produit sous les effets du choc infligé par le contre-coup dirigé par le noyau dur du Conseil de la Révolution et sous l'impact de l'offensive économique. Mais, sa dynamique doit être reliée à l'évolution précédente des organes de pouvoir populaire. Une différence qualitative se manifeste entre les Commissions de travailleurs (CT) et les Commissions de moradores (CM) qui tendent à se réduire comme peau de chagrin et souvent à disparaître.

Les CT sont apparues dans les entreprises en opposition aux appareils réformistes, quand bien même ils ont tenté de les récupérer. Elles se montrèrent capables non seulement d'unifier les travailleurs, de dépasser les divisions introduites par un syndicalisme corporatiste (professionnel), mais de donner des solutions immédiates et partielles aux problèmes auxquels se heurtaient les travailleurs. Les CT étaient l'instrument privilégié pour organiser l'occupation d'une entreprise face à des licenciements, pour prendre des mesures de contrôle ouvrier face au sabotage économique et, initialement pour engager des luttes sur les salaires et le temps de travail. Face à l'approfondissement de la crise économique, au travers de coordination par branches ou intersectorielle, elles offraient un cadre organisationnel adéquat pour traduire une partie des revendications ouvrières. Par contre, les CM trou-

vèrent leur élan initial dans l'organisation de l'occupation de logements. Une fois confrontées à un approfondissement de la crise sociale et aux limitations objectives de ce type de solution à la crise structurelle du logement, s'exprima brusquement l'impossibilité de résoudre ces questions (approvisionnement, transport, logement) sans passer à un niveau qualitativement supérieur de centralisation. Vu la dispersion objective et le développement fortement inégal des CM, l'existence d'une force révolutionnaire assez puissante stimulant un tel mouvement, l'instrumentalisation des CM par des organisations centristes ou réformistes dans un sens sectaire et non pas dans la perspective d'une unification des masses laborieuses, cette transcroissance ne pouvait pas se produire. Les limites du mouvement spontané des masses se sont imposées antérieurement et plus brutalement sur le terrain des CM que des CT. Le cadre même de leur naissance, comme les fonctions différentes qu'elles remplissent l'expliquent. Dès lors, au moment d'un certain recul du mouvement de masse, il n'est pas étonnant que les CM soient les premières frappées. Les CT, quant à elles, restent la plupart du temps en place, bien que dans des entreprises du Nord elles marquent le pas. Mais le projet réformiste de leur faire subir une reconversion syndicale acquiert plus de poids. Ce n'est que si elles jouent un rôle concret dans l'organisation de la réplique des travailleurs à la politique du pouvoir que les révolutionnaires pourront défendre leur autonomie et stimuler un nouveau développement.

Outre cette différenciation accentuée entre CT et CM, dans la phase actuelle de défense des acquis se renforce logiquement le rôle des organisations syndicales qui se sont formées parallèlement aux organisations propres des travailleurs. Le développement du mouvement syndical combine trois aspects : la syndicalisation de secteurs qui ne pouvaient pas l'être sous le régime de Caetano (services publics, enseignants); l'élargissement de la syndicalisation par profession et la naissance de syndicats par branche et entreprise (CTT-poste, chimie, métallurgie, construction civile). Sur le plan syndical, l'emprise des réformistes est très largement majoritaire et s'est renforcée après le 25 novembre. L'attaque économique du gouvernement (gel des salaires au moment d'une hausse importante des prix, suspension jusqu'au 29/2/1976 des contrats pour 759 000 travailleurs, dont 250 000 de la construction civile et 250 000 de la métallurgie) visent donc au niveau où la réponse ouvrière est fortement conditionnée par la politique des directions réformistes.

Or, la direction du PS soutient les mesures d'un gouvernement au sein duquel il possède des positions prépondérantes. Cette orientation ne pourra se déployer sans qu'elle suscite des tensions accrues dans les rangs du PS, d'autant plus que l'insertion dans l'Intersyndicale de divers syndicats contrôlés par des membres du PS pose avec acuité à la fois la question de la politique gouvernementale et de la riposte des travailleurs. Dans diverses sections du PS de la région de Lisbonne (Moscavide, Amadora), comme sur le plan syndical, s'exprime une opposition naissante à la politique de la direction social-démocrate.

Le PCP, quant à lui, tout en se distanciant des positions prises par le pouvoir, n'indique aucune voie concrète pour battre en brèche cette attaque contre les conquêtes des travailleurs. Reprenant le thème du "vaste front anti-fasciste", il ne manque pas de lancer des attaques contre l'extrême-gauche, comme il le fit après l'assassinat de quatre militants par la GNR lors de la manifestation devant la prison de Custodias. Il renonça même à toute mobilisation sérieuse contre cette première attaque criminelle de l'ancienne police de Salazar.

La manifestation du 17 janvier, convoquée au stade du 1er mai par les syndicats de la région de Lisbonne, contrôlés largement par le PCP, traduisait fort bien la situation. Plus de 40 000 travailleurs se mobilisèrent. Durant deux heures, les dirigeants syndicaux leur infligèrent de longs discours sans jamais indiquer comment répliquer aux mesures provocatrices gouvernementales. Au long des discours les travailleurs s'en allaient. A la fin, un peu plus de 10 000 votèrent la motion réclamant la suppression de la suspension des contrats. Si cette manifestation ne représente pas une très vaste mobilisation du prolétariat de la capitale, elle ne manifestait pas moins le potentiel important de combativité qui existe dans les rangs ouvriers et qui s'affirme avec plus de netteté dans certains secteurs, comme la construction civile par exemple.

Mais, après la période de montée quasi-ininterrompue du mouvement de masse, face aux échéances qu'impose aux travailleurs l'application du plan d'austérité, surgit avec force le manque d'une direction. Durant 120 minutes, les dirigeants syndicaux ne dire jamais si oui ou non il fallait engager un mouvement de grève pour faire reculer le gouvernement !

Or, les rapports de force, les expériences et les instruments dont dispose la classe ouvrière offrent la possibilité d'une riposte décidée à une attaque brutale du VIème gouvernement. La tâche prioritaire des révolutionnaires consiste à mettre en avant des mots d'ordre unificateurs qui doivent servir d'instrument pour la réalisation, dans la lutte, du front unique le plus large possible contre la réaction économique et politique. Dans ce sens, la manifestation de l'UDP, le 16 janvier, faite sous le couvert des "organes de volonté populaire", participe d'une politique criminelle de division. Son échec -- elle ne réunit que 3 000 manifestants -- traduit avant tout le sentiment unitaire qui se renforce dans les rangs ouvriers et qui condamne de telles opérations.

Toute prolongation du délai de la riposte ouvrière, ne serait-ce que d'un secteur important comme la construction civile, risque de renforcer l'emprise des réformistes, de vider les organes autonomes de leur contenu, d'approfondir le développement inégal entre le prolétariat de la ceinture industrielle de Lisbonne, les travailleurs agricoles de l'Alentejo et le reste de la classe ouvrière. La bourgeoisie pourrait tenter de faire un nouveau pas dans son offensive en mettant à profit les élections. Dans les semaines à venir, le test des rapports de forces entre les deux classes fondamentales va se réaliser. 17/1/1976

la chute du gouvernement:

une nouvelle étape de la crise italienne

LIVIO MAITAN

La crise du gouvernement qui vient de s'ouvrir par la démission de Aldo Moro a été une surprise, étant donné les positions adoptées au cours des semaines précédentes par les principaux partis politiques. La Démocratie-chrétienne, engagée dans un débat interne très violent en vue de son prochain congrès n'entendait pas faire tomber le gouvernement. Le PCI était du même avis, pensant que le temps travaillait pour lui. Le Parti socialiste lui-même qui provoqua la chute du gouvernement à la suite d'un article publié le 31 décembre par son Secrétaire et d'une résolution adoptée par sa direction le 7 janvier, avait décidé d'attendre son propre congrès et celui de la D. C. avant de provoquer un règlement de comptes au niveau gouvernemental.

Mais, du point de vue de la situation générale, cette énième crise italienne ne devrait être une surprise pour personne. En effet, la phase de profond déséquilibre et de conflits extrêmes ouverte depuis 1968 ne s'est pas encore close. La récession qui a débuté depuis 16 mois poursuit son cours; les résultats électoraux du 15 juin dernier, qui avaient marqué l'avance de la gauche et en particulier du PCI ont provoqué et continuent à provoquer d'importants bouleversements politiques. Dans un tel contexte, le gouvernement restait en place uniquement parce que personne n'avait intérêt à le renverser. Mais il a suffi que les socialistes jugent le maintien du statu quo préjudiciable à leurs desseins tactiques pour que ce fragile édifice s'écroule immédiatement.

La récession et le 15 juin

Il est nécessaire avant tout d'analyser synthétiquement le développement de la grande crise sociale et politique qui a éclaté depuis 1968-69. A différentes reprises, la classe dominante a tenté de lancer des opérations de restabilisation

et même de restauration pure et simple, en se basant sur les moyens les plus variés et en faisant recours à différentes formules de gouvernement (rappelons que, avec le gouvernement Andreotti (1971), le centre-gauche au pouvoir depuis le début des années 60, avait été remplacé par un centre-droit avec la participation des libéraux et le rejet des socialistes dans l'opposition). Mais ces opérations ont fait faillite l'une après l'autre, même si quelques succès éphémères ont été enregistrés.

Les grandes mobilisations de la classe ouvrière - qui se sont succédées de façon presque ininterrompue - ont eu dans de nombreux cas une portée défensive et se sont conclues par des résultats assez limités; cependant, elles ont permis, dans des moments cruciaux, de tester les rapports de force politiques qui continuent à être favorables au prolétariat. En effet, dans les usines, l'autorité patronale n'a pas été restaurée; au niveau



politique, les partis bourgeois et en premier lieu la Démocratie-chrétienne, ont été fortement frappés et sont entrés profondément en crise. L'appareil d'Etat lui-même s'est montré, à ses différents niveaux de moins en moins efficace, réussissant toujours moins à exercer les fonctions de répression et de contrôle que lui assigne la bourgeoisie. (Il suffit de penser à la crise toujours plus grave de la magistrature, aux ferments qui se sont développés dans l'armée, aux phénomènes qui sont apparus dans certains secteurs de la police où les partis de gauche traditionnels ont aujourd'hui un écho qui est loin d'être négligeable). La radicalisation de la classe ouvrière et des autres secteurs opprimés de la population et de larges secteurs de la petite-bourgeoisie, non seulement n'a pas reflué, mais s'est également traduite en termes électoraux lors du 15 juin. Enfin, dans l'Ecole, l'introduction de structures représentatives prévues par les soi-disant "décrets-délégués" de 1974, malgré son caractère manifeste de diversion et l'appui actif des réformistes, n'a pas réussi à "institutionnaliser" le mouvement étudiant, qui a connu de façon périodique – sur ses objectifs spécifiques en convergence avec les luttes ouvrières, dans les luttes contre le fascisme et le terrorisme noir, dans la solidarité internationale –, des mobilisations massives, dans les grandes villes et dans des centaines de centres secondaires.

La récession généralisée de l'économie capitaliste a frappé durement l'économie italienne. Les chiffres récapitulatifs pour 1975 ne sont pas encore connus : de toutes façons, la chute du produit national brut tournera autour des 5% tandis que la production industrielle a baissé d'environ 10%. (En novembre 1975, la baisse par rapport au mois de novembre de l'année précédant le déclin était d'environ 15%). L'augmentation des prix à la consommation s'est ralentie par rapport à 1974 ; mais elle ne devrait cependant pas être inférieure à 15% (c'est-à-dire le taux le plus élevé des pays capitalistes industrialisés à l'exception de la Grande-Bretagne). Quant au chômage, l'augmentation a été moins significative que dans les autres pays (le nombre des chômeurs tourne autour de 1 million et demi, selon des chiffres approximatifs qui sont probablement inférieurs à la réalité), mais le recours à la caisse d'intégration (caisse de chômage) a connu des proportions massives (400 millions d'heures contre 156 millions en 1974 qui au quatrième trimestre était déjà une année de crise). Mais ce qui est pire, c'est que les rares signes de reprise qui sont apparus, sont considérés par presque tout le monde comme de portée limitée et probablement éphémères (on a vu par exemple le phénomène classique de reconstitution de stocks). Aucune relance n'est prévue avant la deuxième moitié de l'année, et on a même entendu récemment des prévisions encore plus pessimistes : le patron de la FIAT et chef des industriels, Agnelli, a mis en doute, lors d'un discours prononcé le 12 janvier le fait que 1976 puisse être l'année de la reprise,

affirmant entre autres choses : "le long voyage de nos entreprises dans la crise n'est pas terminé".

Enfin, les résultats des élections régionales et administratives du 15 juin ont eu des conséquences profondes. En premier lieu, les partis ouvriers traditionnels ont pris des postes de responsabilité – soit seuls, soit en collaboration avec des partis bourgeois (dans quelques cas avec la participation de conseillers élus sur des listes de Démocratie prolétarienne, une coalition entre le Manifesto-PDUP, Avanguardia Operaia et quelques autres formations d'extrême-gauche) – dans un nombre d'administrations locales bien supérieur au passé. Ceci a créé des déchirements profonds dans le système d'intérêts clientélares qui constituait et constitue un élément important de la domination démocrate-chrétienne et la raison même de la survie de formations mineures comme le PSDI (Parti social-démocrate de Saragat-Tanassi). En second lieu, tous les partis bourgeois – des libéraux au PSDI, sans exclure le MSI – ont vu s'accroître les conflits internes. Au sein de la Démocratie-Chrétienne, cela s'est manifesté avant tout par la scission du vieux groupe dirigeant, le renversement de Fanfani et l'échec des candidats les plus qualifiés pour la succession. Le secrétaire actuel, Zaccagnini, proche des positions de Moro, qui est considéré par tous les dirigeants "historiques" comme un homme de transition (jusqu'au congrès imminent) est en train de se gagner une base très large en insistant sur la nécessité d'une profonde auto-critique par rapport au passé, sur la condamnation de la corruption et de la malhonnêteté, sur le renouvellement radical du parti, sur son retour à ses origines "populaires". Il n'a pas hésité à affirmer dans un discours du 11 janvier : "L'anti-communisme de la D. C. ne peut être confondu avec l'anticommunisme bourgeois... Nous serons battus une fois de plus si nous nous contentons d'être chrétiens seulement dans les limites qui nous sont accordées par les intérêts et les préjugés de nos protecteurs bourgeois".

Les luttes contractuelles et la campagne sur l'avortement

Trois problèmes ont eu un poids déterminant dans la récente période : les luttes contractuelles, les polémiques sur les mesures économiques à court et à moyen terme, la question de l'avortement.

a) Les luttes pour le renouvellement des contrats collectifs de travail – auxquelles participent les secteurs décisifs du prolétariat – ont représenté dans le passé des moments-clés de la situation politique. En 1969 c'est précisément au cours de ces luttes que la montée ouvrière a atteint son point le plus élevé avec l'apparition d'une crise pré-révolutionnaire. En 1972 (et dans les premiers mois de 1973) elles ont été décisives dans le renversement du gou-

vernement de centre-droit dans lequel les représentants du parti libéral occupaient des fonctions importantes. Le déroulement et l'issue des batailles en cours déterminera dans une large mesure le maintien de la montée ouvrière et son développement à des niveaux-supérieurs à ceux de 1969 ou, au contraire, l'apparition de tendances au reflux (nous n'abordons pas ici le problème de la portée concrète d'un éventuel reflux).

Disons tout de suite que jusqu'à maintenant, malgré la vague croissante de licenciements et le recours massif à la caisse d'intégration, la récession n'a pas influé de façon négative sur la combativité ouvrière et, plus généralement sur la maturation politique du prolétariat et d'autres secteurs exploités. Toutes les luttes des mois derniers qui vont de luttes d'ateliers particulièrement dures à des occupations d'usines (on calcule qu'environ 100 usines sont actuellement occupées) et à des actions directes en dehors des usines, sont assez éloquents à ce sujet. C'est justement ce maintien de la combativité et la conscience que la bourgeoisie et son gouvernement ont de cet état de fait qui expliquent que les licenciements ont été moins massifs que dans d'autres pays d'Europe occidentale (sans parler des Etats-Unis). Un autre élément significatif réside dans l'apparition au cours des derniers mois d'un mouvement organisé des chômeurs, lié aux organisations syndicales, qui, par exemple dans une ville comme Naples, a contribué de façon importante à battre les manoeuvres démagogiques de la droite fasciste et fascisante et a atteint un niveau élevé de maturité politique (au cours de la grande manifestation du 12 décembre dernier à Naples, le discours le plus avancé fut celui du représentant des chômeurs qui avançait les revendications de la réduction de l'horaire de travail et de l'augmentation importante des salaires).

Il faut cependant ajouter que l'attitude des directions syndicales a agi comme un frein important sur ces luttes et risque de les mener à une impasse. Dès le départ, les directions bureaucratiques ont imposé une plate-forme qui vide en grande partie les luttes de leur contenu. Elles ont renoncé à la lutte pour la réduction de l'horaire de travail sans réduction de salaire, et ont fortement limité les objectifs salariaux (en général entre 30 et 35.000 liras par mois) dépassant de peu le plafond d'augmentation prévu par le gouvernement (environ 10%); elles ont reproposé le thème des investissements, en particulier dans le Mezzogiorno, refusant de prendre acte des échecs subis sur ce terrain au cours des dernières années. Quant aux formes de contrôle ou de supervision par les syndicats des décisions des entreprises en matière d'investissement et d'emploi, c'est dans un but démagogique et tactique que le patronat les a accueilli par des protestations bruyantes. En réalité, les syndicats ne demandent pas beaucoup plus que ce qui existe déjà dans les faits. En second lieu, les dirigeants syndicaux montrent bien peu de volonté de s'engager dans les dures batailles imposées par la

situation. En fait, les luttes contractuelles ont été retardées et la seule démonstration de force organisée jusqu'à maintenant a été la grande manifestation nationale qui a eu lieu le 12 décembre à Naples (environ 200.000 travailleurs étaient présents), mais qui, par sa nature même ne pouvait guère être plus qu'un instrument de pression. Maintenant, la crise gouvernementale est utilisée comme un prétexte de plus pour renvoyer les luttes vu que, selon les bureaucrates, on ne peut pas lutter quand un des partenaires est absent.

b) La polémique sur les mesures économiques à court et à moyen terme a été la raison la plus immédiate de la chute du gouvernement. Le gouvernement Moro avait approuvé un programme qui prévoyait pour les 3 à 5 ans à venir le déblocage de 25.000 milliards de liras pour accélérer la reconversion et le développement de l'industrie, pour la recherche scientifique, pour le soutien particulier aux petites et moyennes entreprises, pour les fonds de subvention aux entreprises nationalisées, pour une relance de l'économie du Mezzogiorno. Parallèlement, des mesures auraient été prises pour assurer 80% de leur salaire pendant 5 ans aux travailleurs licenciés pour cause de restructuration ou de reconversion. Les représentants de l'industrie ne s'étaient pas montrés hostiles à ce projet qui les aurait sans aucun doute aidés à surmonter quelques unes de leurs difficultés actuelles. Cependant, certains organes de la bourgeoisie n'avaient pas manqué de signaler les limites de cette opération. Le "Corriere delle Sera" avait parlé d'une "autre occasion perdue", remarquant: "Cette distribution de milliards pourra difficilement échapper à la pression des rapports de forces sinon de clientèle". Le PCI, de façon significative, avait réagi plus modérément que certains organes de la bourgeoisie en refusant la définition d'"occasion perdue" et en soutenant que le Parlement aurait pu modifier et rendre acceptables les propositions du gouvernement. C'est pourquoi le rôle de trouble-fête revint aux socialistes qui, fâchés de n'avoir pas été consultés, ont attaqué les mesures proposées en les qualifiant de tout à fait insuffisantes. Au cours de la crise, ils ont élaboré leur propre projet dont seulement les lignes générales ont été rendues publiques au moment où nous écrivons. Il prévoyait que les facilités offertes aux entreprises devraient être conditionnées par le maintien de l'emploi, que les capacités financières de la Caisse d'intégration devraient être augmentées, que les syndicats devraient être constamment consultés sur les choix des entreprises et que les patrons devraient pouvoir bénéficier de la fiscalisation des dépenses sociales (prélèvement des cotisations sous forme d'impôt). Une solution de compromis entre cette position et celle du gouvernement démissionnaire n'est pas exclue en théorie. Mais il n'en reste pas moins que l'élaboration de projets à moyen terme est actuellement la chose la plus difficile à faire. Si, d'un côté, il est facile de trouver des ressources pour stimuler la reprise immé-

diat dans un secteur ou un autre, et même d'obtenir certains résultats en quelques mois, si, d'autre part, les économistes peuvent donner libre cours à leur fantaisie sur les perspectives à plus long terme, dans l'hypothèse de vastes reconversions et restructurations dans le cadre d'une réorganisation de la division mondiale du travail, il est difficile d'indiquer concrètement comment il est possible de garantir une reprise d'une certaine consistance et son maintien durant la dernière moitié des années 70. Pour l'Italie, ce point demeure le plus obscur, en particulier en ce qui concerne le problème central de l'emploi, et il est probable que l'on assiste à une nouvelle compression dans ce domaine, même dans le cas d'une relance de la conjoncture.

c) Enfin, la question de l'avortement est devenue d'actualité brûlante, à cause de la possibilité d'un referendum pour l'abolition de la législation répressive existante et de l'apparition d'un fort mouvement de femmes sur ce thème. Les signatures nécessaires pour le referendum ont été récoltées, et celui-ci devrait avoir lieu dans les prochains mois, à moins que le Parlement ne vote une nouvelle loi très rapidement (ou à moins qu'il n'y ait des élections anticipées, ce qui entraînerait un renvoi du referendum). Une loi est actuellement en discussion et des polémiques violentes ont éclaté à son sujet. Le PCI est arrivé à un compromis avec la D.C. : l'avortement ne serait plus considéré comme un délit et serait admis dans une série de cas. Mais le principe de l'avortement sur libre choix de la femme serait rejeté, droit qui est revendiqué par le mouvement des femmes et l'extrême-gauche, ainsi que par les socialistes et les radicaux (selon le projet DC-PCI, la décision reviendrait aux médecins sur la base des indications fournies par la femme). Ni le PCI ni la DC ne veulent un nouveau referendum, alors que l'Eglise s'est violemment jetée dans la bataille en rappelant la DC à une position intransigeante. Il est clair que cet affrontement a déjà la même portée que l'affrontement sur le divorce et qu'il pourrait avoir, à certaines conditions, des conséquences tout aussi explosives.

Les objectifs de lutte de la classe ouvrière

Dans un contexte caractérisé par les contradictions et les tensions que nous venons d'indiquer, il n'est pas facile de prévoir quelle pourrait être l'issue de la crise. La Démocratie-chrétienne est favorable à un gouvernement une fois de plus basé sur une majorité de centre-gauche (indépendamment des partis qui seront directement représentés au gouvernement). Le PCI - qui a aidé depuis de longs mois le gouvernement Moro à survivre et a lui-même rappelé dans les derniers jours que toutes les lois importantes de la dernière période avaient été adoptées avec son vote favorable - pense pouvoir tirer profit d'un prolongement de la situation actuelle et n'a pas l'intention de s'engager à soutenir davan-

tage le gouvernement tout en restant dehors. En d'autres termes, il est prêt à faire de nouveaux pas en avant dans la direction du "compromis historique", mais à condition d'entrer dans le gouvernement. Cette précision a été faite plus en direction des socialistes que des démocrates-chrétiens : justement parce que les socialistes ont proposé une insertion des communistes dans la direction politique mais sans poser le problème de leur participation directe au gouvernement. D'autre part, tous se sont prononcés jusqu'ici contre des élections anticipées (normalement les prochaines élections devraient avoir lieu au printemps de 1977). L'impasse semble donc totale.

En sortira-t-on avec une nouvelle réincarnation du centre-gauche ou avec l'acceptation de la perspective des élections anticipées, rejetée pour le moment ? Personne ne peut donner pour l'instant de réponse qui ne soit une pure spéculation sur le futur. Mais ce qui est de toute façon certain, c'est que la crise sociale et politique italienne connaîtra au cours des mois prochains un nouvel approfondissement et que de nouveaux conflits aigus, de nouvelles explosions et de nouvelles mobilisations puissantes seront possibles.

Les marxistes-révolutionnaires lutteront pour que, contrairement aux desseins des directions bureaucratiques, les luttes soient le plus large et le plus intense possible, qu'elles soient menées avec, pour objectif fondamental la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat, c'est-à-dire pour la réduction généralisée de l'horaire de travail à 35 heures et pour une augmentation égale pour tous de 50.000 liras par mois; pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises qui veulent fermer ou qui prétendent se sauver grâce aux fonds de l'Etat; pour le contrôle ouvrier sur tous les aspects des rapports de travail; contre les mesures de restructuration et d'exploitation. Ils se battront pour que les syndicats et toutes les organisations ouvrières entreprennent des actions coordonnées pour riposter aux multinationales qui sont partout la pointe avancée de l'offensive anti-ouvrière. Ils se battront pour que la crise du gouvernement n'entraîne pas une pause dans les mobilisations et dans les luttes, et tout en ne prenant pas les élections anticipées comme un objectif, ils n'accepteront pas qu'elles soient présentées comme un épouvantail. Ils lutteront contre tout gouvernement bourgeois ou de coalition entre partis bourgeois et partis ouvriers, considérant que l'objectif pour lequel la classe ouvrière doit se battre est un gouvernement dont soient exclus tous les représentants de la bourgeoisie, et composé des partis et des organisations qui défendent les intérêts de la classe ouvrière, basé sur un programme anti-capitaliste et qui soit l'expression des luttes des masses et des organismes qui les représentent et les dirigent.

15 janvier 1974

La situation en Angola est, aujourd'hui, présentée au public comme l'effet direct de l'affrontement entre l'URSS et les USA. La "détente" serait "en danger" et les masses angolaises plongées malgré elles dans une "guerre fratricide" constituerait la chair à canon des conflits entre les deux super-puissances. Une telle présentation des faits recouvre évidemment un projet politique de la part des mass media. Il s'agit de rappeler le bon vieux temps des accords d'Alvor, celui du gouvernement de coalition et de la coexistence "pacifique" entre le MPLA, le FNLA et l'UNITA. L'ambiguïté partisane d'une telle position se révèle à la lumière de la campagne du Zaïre selon laquelle "seul le peuple angolais doit décider de son sort et selon la voie déjà tracée par ses leaders lors de la conférence d'Alvor" (déclaration de l'agence zaïroise AZAP du 6 janvier).

L'internationalisation du conflit angolais opacifie partiellement dans la presse internationale la perception des luttes entre le MPLA et la coalition FNLA-UNITA. C'est pourtant l'inverse qui devrait se produire, dans la mesure où chacun s'emploie maintenant à argumenter, à justifier et à négocier sa position. Les masques tombent. Il y a, de ce fait, tout lieu de s'interroger et de préciser l'analyse d'éléments aussi importants que la nature des intérêts américains, la diplomatie africaine, les raisons de l'intervention soviétique, les projets du MPLA, etc...

La question du nouveau Vietnam

A part celle de Kissinger, l'argumentation américaine la plus brutale aura été celle de D. Moynihan, ambassadeur à l'ONU qui affirma le 12 janvier que "le conflit angolais est une conséquence pratiquement inévitable de la détente... Il convient de considérer la détente comme une situation dans laquelle les tensions vont aller croissant, sinon on passe entièrement à côté du sujet... Les Etats-Unis ont subi un grave revers en Asie du Sud-Est et ont été victimes d'un manque de sang-froid. Si réellement nous ne sommes pas en mesure de répondre aux attaques idéologiques, nous ferions mieux de ne pas avoir de détente" (Newsweek). Moynihan est connu depuis quelques temps pour ses déclarations sans ambages. En voici encore une preuve. C'est ainsi que dans la rubrique "garder son sang-froid", les Etats-Unis ont envoyé au FNLA depuis 1962, armes et finances tout en votant contre la plupart des résolutions onusiennes condamnant le colonialisme portugais. (1)

Il semble que vers 1969 Nixon décida de ralentir ce soutien, probablement sous l'effet conjugué des demandes portugaises et sud-africaines. Toutefois, le soutien matériel reprit de plus bel à partir du 25 avril. En janvier 75, une réunion du "White House high level intelligence - coordinating body" (instance de coordination du renseignement de haut niveau de la Maison Blanche) décréta l'envoi de 300.000 \$ à Holden (2).

ANC

UN E INTERN

C. GA

A la mi-juillet, la CIA se vit autorisée à envoyer 10 millions de dollars de matériel au FNLA et à l'UNITA. Par la suite, ce soutien se maintint à un niveau élevé.

Dans le débat qui éclata en décembre au sein du Congrès, des sénateurs s'insurgèrent essentiellement contre le secret recouvrant les activités américaines en Angola. Pour autant, ces affrontements ne mettaient pas en cause uniquement cet aspect formel. Le sénateur démocrate Humphrey, qui s'est prononcé pour un arrêt de l'engagement américain sans exigence de réciprocité de la part de l'URSS a formulé avec subtilité sa perception du conflit. "Si l'Union Soviétique, dit-il, persistait (à fournir une aide au MPLA), elle se trouverait isolée. Cela s'est déjà produit en Afrique. Le nationalisme angolais prouvera probablement qu'il est une force plus puissante (en Afrique), que le communisme soviétique. Même si l'URSS prenait quelque avantage tactique immédiat, il serait sans doute de courte durée" (3). En quelque sorte, pour Humphrey, l'intervention américaine ne peut que radicaliser la lutte alors que la ligne nationaliste actuelle du MPLA constitue à terme une préservation ultime contre des luttes anti-capitalistes. Les Soviétiques répondent à Humphrey par l'agence Tass qui, le 12 janvier, demande aux Etats-Unis d'appliquer avec plus "d'esprit de suite" la politique de coexistence pacifique. Et le journal de Moscou "Etats-Unis, économie, politique, idéologie" estime "qu'en général, les relations soviéto-américaines gardent une tendance à l'amélioration" en dépit de leurs "problèmes complexes" et de toutes "les questions non résolues". Le périodique soviétique appelle à ce propos à compléter la détente politique par la détente militaire et souligne que "la question de la normalisation des relations économiques

OLA

NJEU

ATIONAL

RIEL

soviéto-américaines reste toujours d'actualité".

Les intérêts impérialistes américains en Afrique ne sont pas homogènes. Certains envisagent leur politique dans le cadre global du continent, composant de-ci, de-là avec les formes les plus diverses du pouvoir politique. Pour ceux-là, les Etats-Unis doivent conserver une image de marque dans tout le continent, en conciliant les impératifs de leurs investissements en Afrique du Sud et les nécessités de ceux réalisés dans les Etats indépendants. Les investisseurs américains, en Guinée Conakry, par exemple, ne sont pas prêts à jouer le soutien inconditionnel au FNLA et à l'UNITA.

Par contre, d'autres fractions impérialistes, peuvent fonder leur attitude sur un soutien inconditionnel au bloc austral et au régime zaïrois. Toutefois, la surenchère américaine en Angola n'est pas le fait d'un choix délibéré et prémédité. Tout porte à croire que les Accords d'Alvor constituaient pour les USA une solution fort acceptable.

Mais dans la suite des événements, tout cela se transforma en chiffons de papier. L'affrontement entre le MPLA et le FNLA s'il se soldait par une défaite des troupes de Holden, laisserait le champ libre aux projets politiques et économiques du MPLA avec notamment des perspectives immédiates de nationalisations.

L'Afrique du Sud, dès lors ne pouvait accepter que le gouvernement américain laisse s'implanter en Angola un régime dont la première oeuvre serait de se constituer un secteur économique d'Etat sur le dos de certains investisseurs. A ce titre étaient directement menacés les investissements sud-africains dans la vallée du fleuve Cunene,

probablement, en partie, ceux des mines de Cassinga, etc.

Otre la question des investissements, une Angola contrôlée par le MPLA se serait opposée très sérieusement à la perspective sud-africaine de balkanisation de la Namibie en Bantoustans autonomes et aurait aidé les forces luttant pour une indépendance immédiate et totale de ce pays. L'Etat expansionniste sud-africain, bénéficiant d'un degré important d'autonomie vis-à-vis des capitales impérialistes décréta une intervention directe en Angola qui, tout en bloquant l'avance du MPLA, forçait la main au gouvernement américain dans le sens d'un alignement inconditionnel au côté du FNLA et de l'UNITA. Roberto Holden décrit parfaitement cette demande lorsqu'il déclare lancer un appel à l'occident "pour qu'il sauve l'Afrique du communisme". "Je demande à l'Ouest qu'il se sauve lui-même. Je suis stupéfait d'avoir à crier ceci dans le désert". "Sans considérer les Etats-Unis comme les gendarmes du monde, j'estime qu'ils sont les gardiens de la liberté mondiale". Et de se féliciter de l'intervention des Sud-africains qui "viennent combattre l'incendie quand la maison de leur voisin brûle. Peut-être ne le font-ils pas par amour pour leur voisin, mais pour éviter que leur propre maison prenne feu à son tour. Les nations occidentales devraient en tirer la leçon". (4)

Ainsi dans la perspective de la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine un ballon d'essai diplomatique fut lancé sur le thème d'un retrait possible des troupes sud-africaines laissant entendre qu'un accord entre les trois mouvements la satisferait. Washington a exercé des pressions sur Pretoria en essayant de les monnayer, au sein de l'OUA, pour un retour à un gouvernement de coalition. Une telle éventualité semble encore très éloignée dans la mesure où le MPLA a réitéré son rejet d'une nouvelle coalition et où se développent les conflits entre UNITA et FNLA. A Huambo (ex-Nova Lisboa) se sont déroulés des affrontements meurtriers entre troupes de l'UNITA et troupes du FNLA dirigées par Chipenda. Incapables d'insuffler à leurs troupes un minimum de conscience nationale, les états-majors du FNLA et de l'UNITA en sont réduits à mesurer leurs divergences au gré de conflits tribaux, de rançunes et de confrontations entre hommes de troupe.

La diplomatie américaine reste donc relativement paralysée. Le retour à une coalition étant une perspective prématurée, l'opposition démocrate faisant valoir que de toute manière l'engagement américain ne se justifie pas et qu'il ne s'agit nullement d'un enjeu comparable au Vietnam, Washington s'est contenté de préparer la conférence de l'OUA pour éviter la reconnaissance majoritaire de la République populaire d'Angola proclamée par le MPLA.

La diplomatie africaine à l'épreuve

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a comme fonction essentielle de préserver un consensus en-

tre toutes les directions bourgeoises africaines face aux remous de la vie politique continentale et aux luttes révolutionnaires. La clause de non-ingérence dans les affaires intérieures de chaque Etat constitue la suprême hypocrisie de ceux qui savent combien leurs intérêts se rejoignent et leurs économies s'interpénètrent. La fétichisation des thèmes pan-africains petits-bourgeois ser traditionnellement d'idéologie aux grandes foires que sont les assemblées de l'OUA. Dans le conflit angolais, pour la première fois la vieille routine des motions unanimes perdait son efficacité. Le Zaïre intervint directement et publiquement dans le conflit. L'Afrique du Sud est intervenue aussi, imposant à chaque régime de préciser sa "sensibilité" vis-à-vis du régime raciste.

Les gouvernements les plus susceptibles de suivre la diplomatie soviétique, ceux qui se sont engagés sur une ligne similaire à celle du MPLA (Guinée Bissau), ceux pour lesquels une victoire du FNLA refléterait un risque direct pour des raisons d'opposition intérieure (Congo), etc. , annoncèrent très tôt leur reconnaissance de la République populaire d'Angola. D'autres enfin, tacticiens subtils, se trouvèrent convaincus de l'irréalisme d'un soutien au bloc FNLA-UNITA. Parmi ceux-ci, on peut placer le Nigéria, le Mali, l'Ethiopie, le Burundi... Ils furent donc 22 pays à reconnaître la RPA. Le projet de résolution fut présenté par le Nigéria sur un thème qui constitue en lui-même un consensus parmi ce groupe. Le document propose la reconnaissance de la RPA mais exprime par ailleurs sa confiance à ce gouvernement pour "continuer d'instaurer un climat de réconciliation de tous les Angolais prêts à oeuvrer au renforcement de l'unité nationale."

L'autre camp n'est guère plus homogène. Au côté du groupe des durs, Zaïre, Cameroun, se trouvent les partisans de l'UNITA pour une nouvelle coalition (Sénégal) et les plus hésitants qui se contentent d'un appel à l'unité. Vingt deux de part et d'autre! L'abstention de l'Ouganda, sauvera cet équilibre précaire. Tous condamnent l'Afrique du Sud et tous reportent l'affaire aux instances régulières de l'OUA.

Les protagonistes directs du conflit considèrent tous cette conférence comme une semi-défaite. Le MPLA croyait quelques semaines auparavant qu'il obtiendrait la reconnaissance. Le Zaïre espérait décision qui bloque la situation dans la mesure où la dynamique actuelle se traduit par des défaites successives du FNLA sur le front nord après la chute d'Ambriz. Or la conférence n'a rien décidé et le FNLA continue de reculer. Jamais la fonction de l'OUA n'aura été autant malmenée. Ceux qui ailleurs dans le continent se font des illusions encore sur la diplomatie africaine comprendront-ils la leçon ?

L'intervention soviétique

Les raisons de l'aide massive soviétique aux côtés

des combattants anti-impérialistes relève fondamentalement d'une volonté de briser le soutien inconduite des Américains à l'intervention sud-africaine. L'URSS a décidé de renforcer spectaculairement ses fournitures en matériel et ses activités diplomatiques après que l'intervention sud-africaine et l'aide des USA au FNLA aient menacé l'équilibre diplomatique en Afrique noire. La Zambie est de plus en plus proche de la politique sud-africaine, ce qui représente déjà un glissement important dans la région par rapport au passé. Une victoire du FNLA en renforçant les forces centripètes de l'ethnie Bakongo fournirait un souffle nouveau à l'opposition congolaise des notables bakongos du régime Ngouabi, expression des intérêts "nordistes". Or ce régime constitue une carte non négligeable de la position soviétique en Afrique centrale. Les tentatives de dialogue officiel entre l'Afrique noire et les racistes sud-africains deviennent de plus en plus crédibles du fait des avantages en nature que fait miroiter Pretoria en direction des régimes néo-coloniaux. Enfin, une victoire du FNLA permettrait la constitution d'un axe Zaïro-Angolais dont la fonction anti-communiste serait tout à fait redoutable pour l'avenir de la politique soviétique dans toute l'Afrique. Il s'agit pour la bureaucratie soviétique de préserver, voire de satisfaire sa clientèle diplomatique parmi laquelle il faut placer le Congo, la Somalie, la Tanzanie, la Guinée, l'Algérie et maintenant la Guinée-Bissau. Toutefois, il ne saurait être question de mettre en parallèle cette intervention soviétique avec celle des Américains. Nous devons, quelqu'en soient les raisons diplomatiques, considérer comme positive l'aide militaire de l'URSS au MPLA et refuser la prudence hypocrite des tenants d'une "non-ingérence des grandes puissances".

Reste à mesurer les conséquences de cette aide sur le cours politique du MPLA. Celui-ci de toute manière n'a pas attendu les pressions soviétiques pour s'opposer à un développement trop impétueux du mouvement de masse.

Hormis cela, les conséquences seront sans doute :

- a) une crédibilité plus grande des projets de capitalisme d'Etat du MPLA garantie par un soutien économique soviétique;
- b) un développement de courants staliniens au sein du MPLA sans pour autant donner naissance à une fraction stalinienne ayant un projet politique propre à opposer au reste de la direction.

La conjugaison de ces deux éléments a déjà produit dans la presse de Luanda un cocktail surprenant de déclarations nationalistes et de déclarations sur "la Commune de Paris par Marx" et le "marxisme-léninisme".

Et l'intervention cubaine ? Faut-il se contenter de penser que les Cubains en Angola servent de chair à canon pour la politique soviétique ? Nous pensons que non. Les Cubains ont une tradition de présence dans les rangs de mouvements de libération, notamment avec le PAIGC de Guinée-Bissau. De plus, il semble que Cuba craigne for-

tement un investissement brésilien dans cette partie de l'Afrique.

Par ailleurs, facteur très important, la direction cubaine a affirmé par la voix de Carlos Rafaël Rodriguez, vice-premier ministre qu'elle continuerait à apporter une aide militaire au MPLA quel que soit le verdict de l'OUA : "Nous ne tiendrons pas compte d'un appel de l'OUA"(5). Ceci tranche clairement avec l'enjeu de l'OUA placé au centre des motivations soviétiques.

Enfin la Chine. Il semble que les instructeurs chinois aient quitté les rangs du FNLA. Cependant, la politique chinoise conserve toute sa teneur. Rappelez que les deux régimes de la région envers lesquels Pékin a mené une campagne de charme et dont les présidents ont été invités en Chine ces dernières années sont le Zaïre et le Cameroun. Ces deux pays ont été à la direction du camp anti-MPLA à la conférence de l'OUA et tout porte à croire que la diplomatie chinoise maintiendra ses liens avec ces régimes. Dès lors, la politique maoïste envers l'Angola conservera sa prudence, voire sa complicité envers le camp UNITA-FNLA.

La nature nationaliste petite-bourgeoise de la direction du MPLA est directement en opposition avec un développement anti-capitaliste du mouvement de masse et des formes d'auto-organisation véritable.

Les derniers mois confirment cette analyse. Alors que le MPLA avait mené essentiellement la lutte de libération nationale en zone rurale, le milieu urbain allait, après le 25 avril, féconder des courants anti-capitalistes issus de la jeunesse étudiante et scolarisée, sur laquelle le MPLA n'avait pas de contrôle direct. Ainsi étaient apparus notamment, les Comités Amilcar Cabral (CAC) liés à l'UDP portugaise et des éléments d'orientation marxiste-révolutionnaire comme les diffuseurs de *Revolucao Socialista*. Les CAC largement majoritaires au sein de cette extrême-gauche purent jouer un rôle décisif de pression sur le MPLA pendant toute une période et particulièrement sur la question des comités de quartiers, de leur coordination et aussi des milices d'auto-défense, pénétrant assez loin dans les rangs du MPLA l'encadrement militaire et des postes de responsabilité. La direction du MPLA composant de fait avec ces courants pour ne pas s'opposer frontalement à un certain secteur des masses qui dans le courant de 1975 développait leur mouvement spontané.

Dès que la guerre civile prit un autre cours et qu'il fallu se préparer à une véritable guerre prolongée, il devint à la fois plus facile pour la direction du MPLA de contrôler les comités de quartier et d'isoler l'extrême-gauche. Briser le poids des CAC sur les comités de quartiers fut un premier objectif. Nito Alves déclara par exemple qu'après "le FNLA et l'UNITA, la lutte devra être menée contre les gauchistes". A la radio on entendit des discours contre les "partisans de Trotsky et Bakounine" et le journal maoïste "Pouvoir populaire" fut interdit. Isolée, affaiblie, l'extrême-gauche pouvait subir l'estocade. En octobre le comité de quartier de San Paulo est occupé par les FAPLA et 9 membres de ce comité sont arrêtés ainsi que 11 autres

militants d'autres quartiers. Les intimidations se multiplient envers des franges plus larges. En novembre ils seront relâchés et une partie expulsée vers le Portugal. Les CAC sont très affaiblis et la direction du MPLA peut à loisir contrôler les structures de "Poder Popular".

Donner à ces formes d'auto-organisation un contenu anti-capitaliste devait évidemment fournir l'occasion d'une bataille avec la direction du MPLA. Celle-ci a été perdue par l'extrême-gauche dans une conjoncture de guerre pour laquelle ces courants ne donnaient que des réponses insuffisantes. Les CAC ont développé des conceptions opportunistes et entristes vis-à-vis de la direction du mouvement, alors que d'autres ont pu, au contraire, se tromper par certains aspects abstraits de leur propagande.

Confronté au mouvement de masse, ces courants maoïstes, empiriquement, rompirent avec la traditionnelle Révolution nationale démocratique et populaire, sans pour autant présenter un projet stratégique clair. Tous avaient contre eux le prestige d'une direction issue de la lutte armée et ils surestimèrent leur implantation véritable au sein des masses. Le fait que leur répression n'engagea pas le MPLA contre les masses est une preuve du suivisme grandissant du mouvement de masse vis-à-vis du MPLA.

Toutefois, cela ne peut rien retirer à notre solidarité envers ces militants, notamment ceux qui orientaient leur travail sur une transcoexistence socialiste de la révolution angolaise. Certains sont morts face au FNLA et à l'UNITA, donnant une preuve flagrante de leur combat anti-impérialiste. Parmi eux, deux membres du Groupe Révolution Socialiste, Salvador Catao et José Xingumba qui ont été tués à Nova Lisboa. Aujourd'hui, leur combat politique n'est pas terminé. Le journal du MPLA, "Victoria Certa" du 20 décembre titre : "Face à la lutte contre les droitiers et les gauchistes" et fait son éditorial sur la lutte contre le gauchisme. Cela prouve que la normalisation à Luanda n'est nullement un problème résolu.

Il faut mener la polémique sur les thèmes de la liberté d'expression, sur le droit à l'organisation pour tous ceux qui se réclament de l'anti-impérialisme. Il faut exiger la plus large démocratie pour tous ceux qui combattent la réaction. Il faut poser la question de la répression aux représentants du MPLA qui sillonnent le monde et marquent de leur présence des meetings de soutien qu'organise l'extrême-gauche internationale. Si l'aide sud-africaine au FNLA et à l'UNITA doit servir de leçon aux "neutralistes" qui ne perçoivent le conflit qu'en termes de lutte de directions petites-bourgeoises opposées, il faut que la répression contre l'extrême-gauche serve de leçon aux groupes centristes les plus divers qui, au contraire, ont refusé d'avancer la moindre critique envers le MPLA jusqu'à maintenant.

13. janvier 1976.

- (1) New York Times, 25. 9. 1975, article de Leslie Gelb.
- (2) New York Times, 19 décembre 1975.
- (3) A. F. P., 13 janvier 1976.
- (4) Newsweek, 22 décembre 1975.
- (5) New York Times, 12 janvier 1976.



Vietnam

De la libération à la réunification

Le 30 avril 1975, le dernier G.I. américain quittait, sous la poussée des forces du GRP, le Vietnam. Saïgon devenait Ho Chi Minh-Ville. Il n'aura fallu que 6 mois pour que cette dernière accueille la "Conférence consultative politique" qui devait décider des étapes ultimes de la réunification du pays. Vingt ans après la date prévue par les Accords de Genève de 1954, des élections auront lieu pour élire une assemblée nationale unique.

La tenue de la Conférence consultative, du 15 au 21 novembre 1975, aura aussi été l'occasion de confirmer certains des traits essentiels de la révolution vietnamienne. Le rapport principal y est présenté par Truong Chinh, membre du Bureau Politique du Parti des Travailleurs du Vietnam (P. T. V. N.) et chef de la délégation de la R. D. V. N. Deux thèmes dominent son intervention : la nécessité de l'achèvement rapide de la réunification étatique et l'engagement de tout le pays dans la voie socialiste. Il prononce un véritable discours-programme qui reprend solennellement le leitmotiv des déclarations des dirigeants du P. T. V. N. : le lien entre la libération nationale, la réunification et la transcroissance socialiste de la révolution vietnamienne : "Après avoir reconquis l'indépendance, notre pays peut choisir l'une des deux voies : ou bien passer par l'étape transitoire conduisant au socialisme ou bien suivre la voie du développement capitaliste... La nôtre, c'est celle qui conduit au socialisme... seul ce système-ci nous créera l'unité complète que ce soit sur le plan politique ou économique, culturel ou social. Cependant, cela ne nous a pas empêchés d'examiner la question : le Sud devrait-il oui ou non poursuivre pendant un certain temps la révolution nationale, démocratique et populaire avant de passer à la révolution socialiste?... Nous avons estimé que ce sursis de temps n'était pas nécessaire. En effet, après l'effondrement du régime néo-colonialiste américain, la population ne peut s'arrêter sans se trahir mais a besoin de passer à la révolution socialiste... Et dans le même temps, il lui faut traverser un certain nombre de phases pour parachever les tâches de la révolution nationale, démocratique et populaire... C'est l'esprit de la 'révolution ininterrompue' du léninisme que le P. T. V. N. a préconisé au peuple vietnamien pour entreprendre les deux révolutions (nationale, démocratique et populaire, et socialiste) avec la particularité de passer directement de la première à la seconde sans s'arrêter à l'étape de développement capitaliste."

Le Sud-Vietnam est certes loin d'avoir achevé la réforme agraire (la distribution des terres à ceux qui les travaillent) et l'éradication totale du pouvoir des féodaux et compradors.

Mais précisant le sens de son analyse, Truong Chinh ajoute que le Sud "ne doit pas attendre que soient accomplies toutes les tâches de la révolution nationale, démocratique et populaire pour entamer la révolution socialiste et l'édification du socialisme." ("Nouvelles de la R. D. V. N." du 25.11.75). La transcroissance s'impose comme une nécessité pour l'achèvement même des tâches de la libération nationale. C'est la deuxième fois – la première datant de 1954 – que la lutte de libération au Vietnam vient confirmer cette loi de la révolution coloniale. La leçon est ici exemplaire, l'héritage de la guerre américaine compliquant apparemment la solution du développement économique.

Le legs américain

L'héritage de l'Oncle Sam est en effet peu enviable. Dans sa débâcle, il aura certes doté le nouveau Vietnam révolutionnaire d'un armement qui en fait la troisième puissance militaire asiatique après la Chine et l'Inde : 1200 à 1500 tanks, 400 à 500 avions de combat, 2 à 3000 pièces d'artillerie à longue portée, un système ultra-moderne de radar et de transmission, le complexe naval et aérien de la baie de Cam Ranh... Les Américains ont dû aussi laisser pour 12 milliards de dollars d'investissements industriels et d'infrastructure économique, selon Wilfred Burchett dans la "Far Eastern Economic Review" (F. E. E. R) du 10 octobre 1975 : une entreprise de fibres polyester et un abattoir dernier cri, une entreprise pharmaceutique qui devrait permettre de combler presque entièrement les besoins du pays, une branche textile d'une capacité de 250 à 300 millions de mètres... Les problèmes n'en sont pas moins considérables.

– Les ravages physiques de la guerre aérienne dans les campagnes ont été terribles. Pour le GRP "43% (13.000 km²) de plantations et de vergers ont été irrémédiablement détruits ainsi que 44% (25.000 km²) de la richesse forestière du pays" (F. E. E. R du 7.11.1975, p. 14). En 1965, il y avait 34.000 hectares de plantation de sucre, il en restait 12000 en 1972. Le Sud-Vietnam exportait pour 48 millions de dollars de caoutchouc en 1960 et pour 5,6 millions en 1973. D'une région exportatrice de riz, le Sud est deve-

nu importateur. Les buffles d'eau, indispensables à l'agriculture étant devenus la cible des stratégies américains, ils sont passés de 820.000 en 1963 à 420.000 en 1973.

- La transformation de la structure sociale du pays a été une conséquence de ces destructions du milieu rural: 5 à 10% de la population urbaine au début de la guerre française, 15% en 1960, la majorité en 1975. Saïgon approche alors les 4 millions d'habitants. Sur cette masse de population, il n'y a qu'environ 300.000 travailleurs d'entreprises, dont 60.000 dans le textile. Par contre, à la libération, il y aurait eu environ 3,5 millions de chômeurs, soit 1,5 million de chômeurs du temps de Thieu, 1,5 million d'hommes de troupes de l'armée et de la police fantoche démobilisés, 500.000 prostituées, trafiquants ou personnes dont les ressources dépendaient directement de la présence US. (F. E. E. R. du 10.10.1975).

- Enfin, sur le plan industriel, la dépendance de l'économie néo-coloniale était totale. Matières premières et énergie étaient largement - sinon totalement - importées. C'était le cas du coton, pour les usines textiles, l'essence... et l'électricité était souvent produite au moteur diesel. La structure de la population universitaire héritée du régime fantoche est révélatrice de la gravité du problème posé par la déformation du développement social sous l'impact de l'emprise impérialiste: sur 98.546 étudiants, 29.905 étaient inscrits en Droit, 26.673 en Littérature, 260(!) en Agriculture et... 0 dans les études vétérinaires et les forêts. (F. E. E. R. du 7.11.1975).

Les premières mesures du GRP (telles les distributions gratuites de riz aux nécessiteux) ne pouvaient qu'être des palliatifs temporaires. Il fallait s'attaquer aux racines du mal. Il était social.

Trois campagnes

Trois grandes séries de mesures - dans le domaine socio-économique - ont été prises.

- Le mouvement de retour à la terre. Le Vietnam ne peut maintenir une population "urbaine" parasitaire sans commune mesure avec son industrialisation. Les projets du GRP sont ambitieux, il espère, semble-t-il, le retour à la terre de plus de 3 millions de personnes (chiffre du "Bulletin d'information du GRP" du 21.6.1975). L'espace ne manque pas et les anciens paysans ont été incités à regagner leur village (quand il existait encore) ou des "zones pionnières" complètement réaménagées. Le mouvement de retour a néanmoins été lent du fait des destructions dues à la guerre et du nombre de mines et d'obus qui interdisent le travail des champs, d'une part. Mais probablement du fait de la pesanteur sociale de la population "semi-urbanisée", d'autre part. Environ 100.000 départs par mois ont lieu actuellement. Le progrès de la production agricole n'en semble pas moins important, aidé par la mise en place "d'équipes d'entraide mutuelle"

et de coopératives de matériel et d'engrais. Le Sud-Vietnam serait à la veille de pouvoir exporter de nouveau du riz, du moins en petite quantité. Quant au Nord, moins riche que le Sud, il a atteint l'objectif moyen de 5 tonnes de paddy (riz non décortiqué) par hectare et par an et a engagé une campagne de production hivernale: il s'agit grâce à l'utilisation de variétés de riz de courte durée d'évolution de coincer une récolte de farineux, légumes ou plantes industrielles entre les deux récoltes de riz annuelles (printemps et automne).

- Briser la spéculation. Une série de mesures ont été prises pour assurer un contrôle du pouvoir révolutionnaire sur la masse monétaire et les prix. Une banque nationale unique a été constituée, les capitaux privés déposés dans les comptes et coffres sont contrôlés. Mais la masse des possédants avait retiré ses valeurs des banques avant la libération de Saïgon - un total d'environ 150.000 millions de piastres aurait quitté les banques selon Nayan Chanda (F. E. E. R. du 3.10.1975). Le GRP décidait alors d'une mesure radicale. Le 22 septembre une réforme monétaire était annoncée: une nouvelle piastre - valant 500 fois l'ancienne - était distribuée. Chacun devait changer la totalité de ses liquidités dans la journée auprès de fonctionnaires agréés. Les liquidités étaient ainsi recensées. De plus, l'entière des grosses sommes n'était pas rendue immédiatement en nouvelles piastres. Un plafond de valeurs disponibles par mois et par individu étant fixé, le surplus éventuel était stocké par l'administration qui le redistribuait les mois suivants. Le pouvoir révolutionnaire prenait par là le contrôle d'une importante masse monétaire et rendait plus difficiles les mouvements spéculatifs qui alimentaient l'inflation sur les marchés saïgonnais.

- "Abolir la classe des compradores". Cette opération financière ne fut probablement que partiellement efficace et certaines fortunes auraient pu être dispersées entre plusieurs mains. Mais une campagne plus ample était engagée. L'objectif: briser la puissance de la bourgeoisie "compradore". C'est ce qu'expliquait Huynh Tan Phat, président du GRP dans une interview donnée à Wilfred Burchett: "Nous avons de nombreuses difficultés et nos ennemis les ont exploitées pour semer la dissension et diriger le mécontentement contre nous à travers les prix et la pénurie de produits alimentaires. Nous devons admettre que nous n'avons pas de réelle organisation pour diriger les affaires économiques... Tout était dans leurs mains (des Chinois compradores). Ils ont brisé les marchés, créé artificiellement la pénurie et donné un mouvement ascendant à la spirale des prix, et nous ne pouvions pas y faire grand chose. Ils contrôlaient tout... Evidemment, il était de l'intérêt des compradores de voir l'échec de notre régime et ils rêvaient même probablement de la possibilité qu'il soit remplacé par un régime réactionnaire..." (F. E. E. R. du 10.10.1975).

Le 10 septembre, le GRP publiait une déclara-

tion sur sa politique économique qui annonçait sa volonté de "punir sévèrement les bourgeois compradors" et que ceux d'entre eux "qui se sont livrés à la spéculation pendant la guerre, se sont appuyés sur les impérialistes américains et associés aux chefs de l'administration et de l'armée fantoche et qui se sont enfuis à l'étranger ou restent encore dans le pays, tous leurs biens seront gérés par l'Etat..." ("Bulletin d'information du GRP" du 21. 9. 1975). A la suite de la publication de cette déclaration, des manifestations de masse sont organisées, auxquelles participent nombre de travailleurs chi-nois de Cholon. Des stocks de marchandises cachées étaient alors découverts : 4 millions de mètres de soie et de coton chez le "roi du textile", La Nghia, des stocks considérables de cigarettes Bastos chez le "roi du tabac" Siou Phong... La fortune du "roi du riz" Ma Hi était inventoriée et estimée, après deux jours de travail, à environ 400 millions de dollars US. Grâce à la mise en vente de ces stocks, le prix sur le marché de nombreuses marchandises s'est effondré de 30 à 50%...

L'urgence de la réunification

Si la déclaration du 10 septembre du GRP initiait la campagne contre les "compradors", elle offrait simultanément l'aide de l'Etat aux "bourgeois nationaux, petits industriels, artisans et petits commerçants". L'explication avancée de cette mesure est simple. Le nouveau pouvoir a déjà bien du mal à prendre en charge la gestion des biens passés sous contrôle d'Etat ou des comités de travailleurs. La machine productive doit absolument être remise en marche (ce serait, fin 1975, le cas pour 50% des entreprises environ). La qualification technique des industriels qui sont restés au Vietnam est irremplaçable en l'Etat actuel des choses.

Il n'existe aujourd'hui aucune chiffre synthétique qui permette d'avoir une idée précise du développement des divers secteurs économiques. Il y en a actuellement cinq au Sud-Vietnam : secteur d'Etat, secteur coopératif, secteur mixte Etat-privé, secteur privé, secteur artisanal. En fait, la polarisation de classe semble bien s'être opérée dès le 30 avril : si la grande majorité des techniciens serait restée, 70% des industriels et des directeurs et administrateurs se sont enfuis à l'étranger à l'approche des forces du GRP.

Pour l'essentiel, le capital privé se concentre dans des petites entreprises (10 à 50 travailleurs allant parfois jusqu'à quelques centaines). Il se trouve doublement contrôlé : par les "syndicats libérés" d'une part qui ont connu une très grande extension et par l'Etat qui organise l'approvisionnement en matières premières et l'écoulement des marchandises et qui peut donc dicter les choix de production. Les Compagnies d'assurances privées ont par ailleurs subi en octobre le même sort que les banques précédemment. Fin septembre, les listes de prix imposés sont publiées et le contrôle sur le commerce extérieur confirmé.

Le sort des investissements étrangers n'est pas encore clarifié – au moins pour les capitaux non américains – comme dans les plantations françaises. Ils sont cependant de fait sous contrôle des comités de travailleurs et du GRP et l'on peut prévoir le cours à venir. L'Etat prendra leur direction effective, mais passera des accords spécifiques avec les gouvernements ou firmes impérialistes qui le voudront bien. Le Vietnam tient à diversifier ses échanges, ne serait-ce que pour assurer un minimum d'indépendance. Le choix du P. T. V. N. diffère ici radicalement de celui des "Khmers rouges" : "Nous ne sommes pas intéressés par l'autarcie économique, déclare Huynh Tan Phat, et nous n'avons pas l'intention de mener une politique de portes closes en ce qui concerne les investissements étrangers" (F. E. E. R. du 10. 10. 1975). La politique pétrolière du GRP est probablement significative de ses choix. Le 6 août, il a réaffirmé que "tout accord signé avec l'administration Nguyen Van Thieu sur la prospection et l'exploitation des ressources naturelles au Sud-Vietnam, dont le pétrole, était nul et non avenue. Maintenant (...) le GRP décide d'entreprendre la recherche et l'exploitation du pétrole au Sud-Vietnam. Les gouvernements et compagnies pétrolières étrangères qui veulent y prendre part, y compris les compagnies ayant même auparavant de telles activités au Sud-Vietnam, sont tous bien accueillis par le GRP..." ("Bulletin d'Information du GRP" du 1. 9. 75). A condition toutefois que les nouveaux accords soient sous contrôle du GRP et à l'avantage du Vietnam.

Il n'en reste pas moins que les demi-mesures s'avèrent insuffisantes. La Radio à Saïgon continue à dénoncer l'action des "compradors" et spéculateurs qui provoquent l'instabilité des prix du marché. Des erreurs d'importance ont été commises : le pouvoir révolutionnaire a fait brutalement monter le prix du riz en septembre pour satisfaire la demande paysanne. Il a alors provoqué un violent mécontentement à Saïgon et a dû, le 6 octobre faire son auto-critique publique et revenir aux barèmes antérieurs. L'existence de deux monnaies (le dong au Nord et la piastre au Sud) crée des difficultés monétaires, des inquiétudes quant à la valeur de la piastre et favorise la spéculation. Un plan de 5 ans a été mis au point au Nord qui doit commencer à prendre effet cette année. Il concerne aussi le Sud et réclame un gouvernement unique pour être appliqué.

"Aujourd'hui, déclarait la radio, plus vite la réunification nationale sera accomplie, plus tôt seront créées les conditions pour que le marché du Sud-Vietnam écrase les vestiges d'une économie délabrée et moribonde. L'unification du pays créera aussi les conditions pour que les marchés du Nord et du Sud échangent des produits provenant des deux zones, se complètent mutuellement et créent un marché prospère et stable." (Nayan Chanda, F. E. E. R du 5. 12. 1975). Et la radio du GRP d'insister sur les erreurs et les difficultés qui se sont accumulées du fait d'un manque de planification... qui ne peut se concevoir qu'avec le Nord.

Mais l'urgence de la planification – donc de l'unification – découle autant d'objectif à longs termes que des problèmes immédiats. Selon le directeur de la collection des "Etudes vietnamiennes", Nguyen Khac Vien, "on peut espérer que dans à peu près 15 ans, aux environs de 1990, la première étape, celle de la mécanisation, aura été achevée, et que le pays sera capable d'affronter l'étape de l'automation et de la cybernétique, dont les premiers éléments sont déjà en place. Dans environ 30 ans, le pays aura rattrapé le niveau scientifique et technique mondial". (Malcom Salman. F. E. E. R. du 12. 12. 1975).

La crise sociale et économique née de la victoire pousse le Sud à parcourir à marches forcées le chemin suivi au Nord après 1954 vers la socialisation. Malgré le maintien d'un secteur privé industriel et les délais qui seront respectés dans l'agriculture avant d'aborder la réforme socialiste, la dynamique de révolution permanente domine l'évolution du Sud-Vietnam. Mais l'échéance de la réunification constitutionnelle ne concerne pas que la partie méridionale du pays. Au sortir de la guerre, le Nord tente de passer de son côté à la grande production socialiste, et ce aussi bien dans le domaine agricole qu'industriel. Des coopératives de grande envergure sont mises en place, les entreprises, dispersées du fait des bombardements, sont partiellement concentrées à nouveau. Les frontières provinciales sont remodelées.

En elle-même, la réunification gouvernementale pose peu de problème. Elle est déjà substantiellement réalisée – depuis, en fait, le 30 avril. Truong Chinh le reconnaissait dans son rapport à la Conférence consultative: "A présent, les deux zones du Vietnam sont réunifiées sur plusieurs plans... en ce qui concerne la direction de la révolution: les populations du Nord et du Sud ont toujours été dirigées par un seul parti marxiste-léniniste..." "La tâche qu'il faut immédiatement remplir, c'est la réunification nationale sur le plan de l'Etat pour officialiser la réunification de notre peuple". Mais cette "officialisation" est l'occasion de se poser le problème du régime politique et constitutionnel du Vietnam unifié. Là encore, Truong Chinh note la dynamique en cours: "réunifier le pays formellement sur le plan de l'Etat... cela signifie aussi unifier les régimes politiques et sociaux, c'est-à-dire les structures économiques, les rapports de production, la composition sociale, l'organisation étatique, la Constitution et la législation, la culture et l'idéologie." ("Nouvelles de la R. D. V. N." du 25. 11. 1975).

Malheureusement, si sur le plan économique la dynamique de la réunification est purement révolutionnaire – en ce qu'elle accélère le bouleversement des rapports de production au Sud et élargit considérablement l'assise de la planification – elle est plus ambivalente sur le plan politique. Elle assure à la fois l'écrasement des forces de restauration capitalistes et le triomphe des forces prolétariennes, et offre un cadre institutionnel aux déformations bureaucratiques de

la révolution au Sud-Vietnam.

L'appareil politique de la bourgeoisie et de l'impérialisme a été détruit au Sud-Vietnam au moment de la libération. Il n'a pu résister à la destruction de l'Etat fantoche et à l'élimination des alternatives néo-coloniales à Thieu du type de celle que défendait le "Gros Minh". Il n'existe aucune formation politique qui représente réellement la bourgeoisie (étant entendu que l'Association des industriels du FNL ne le fait pas...). Les seules forces organisées susceptibles de la représenter indirectement seraient les milieux religieux et avant tout la hiérarchie catholique. Mais elle semble actuellement neutralisée – le GRP évitant soigneusement de heurter les sentiments religieux – tandis que les sectes Hoa-Hao et Cao-Dai paraissent divisées par le succès de la révolution. La puissance politique du P. T. V. N. est attesté par la décision même qu'il a prise de ne pas réprimer les anciens collaborateurs. L'hégémonie du Parti communiste vietnamien est solidement assise, l'ensemble du mouvement ouvrier saïgonnais s'est réorganisé au sein des "syndicats libérés", les diverses organisations de l'ex-troisième composante populaire ont intégré les formations correspondantes du F. N. L. L'infrastructure, enfin, des comités populaires se met en place partout. L'Etat bourgeois néo-colonial a été détruit au profit d'un Etat ouvrier en constitution. Et les anciens soldats de l'armée fantoche qui ont pris le maquis contre le nouveau pouvoir – estimés à 10 ou 12.000 – ne peuvent changer grand chose à cela. Il est même peu probable qu'ils résistent durablement aux opérations lancées contre eux.

Mais la faiblesse relative de la révolution vietnamienne transparait dans la libération même de Saïgon. Il n'y a eu ni "prise purement militaire" de la ville, ni soulèvement généralisé. Les comités ouvriers et syndicats clandestins ont occupé les entreprises avant la libération finale, apparemment le 29, et ont évité ainsi leur destruction. Selon Huynh Van Tam, dirigeant des syndicats, un plan de sabotage du parc industriel avait en effet été mis au point par les Américains. (Voir F. E. E. R. du 10. 10. 1975). Mais si l'organisation ouvrière du PC a pu protéger l'appareil de production, il n'a pas pu faire plus. Aujourd'hui, il semble que la plupart des "comités populaires" de la région saïgonnaise soient dirigés par des cadres locaux, clandestins, anciens prisonniers... Mais la R. D. V. N. a dû envoyer plusieurs milliers de cadres au Sud pour aider à la mise en place de l'appareil de gestion. Malgré la répression, le P. T. V. N. aura réussi à maintenir la continuité de son action et de son implantation urbaine. Le pourrissement du régime fantoche et l'ébranlement de la domination américaine aura également eu lieu de "l'intérieur", à Saïgon. Mais, grâce notamment à l'ampleur des moyens utilisés, la politique néo-coloniale U. S. aura marqué des points importants. Avec la libération, il n'y aura pas eu de montée révolutionnaire de masse qui fasse surgir d'authentiques comités de type soviétistes. Les comités populaires, pour nom-

bre d'entre eux, sont nés après le 30 avril. En conséquence, les rapports entretenus par le P. T. V. N. avec les masses n'ont pas été bouleversés. Ils combinent une implantation populaire très profonde avec un mode de direction paternaliste. Le débat sur les rythmes et les modalités de la réunification est à ce titre significatif. Il n'a eu lieu qu'au sommet du Parti et de l'Etat. Puis la décision a été présentée à la Conférence consultative d'abord, puis au Congrès des représentants de la population du Sud-Vietnam, qui s'est tenu du 20 au 30 décembre 1975, ensuite.

Ce rapport ambivalent du parti aux masses reflète d'abord la faiblesse sociale de la révolution vietnamienne – majorité paysanne et population urbanisée fort peu prolétarienne. Mais la ligne du Parti s'y est adaptée au lieu de la combattre. Plus grave, le modèle institutionnel véhiculé par le communisme vietnamien est celui que lui a transmis le Komintern stalinisé. Les termes du débat pourraient être posés plus clairement quand le projet de Constitution unique pour le Vietnam sera connu. Mais il y a beaucoup de chances pour qu'il ressemble à celle en vigueur au Nord, qui avance une conception monopartiste de l'Etat, monolithique du Parti et qui sépare soigneusement l'organisation des comités populaires locaux de l'Assemblée nationale, élue sous une forme "classique" qui interdit d'en faire l'émanation directe de structures soviétistes.

La même ambivalence, enfin, se retrouve dans la politique internationale du P. T. V. N. Il cherche à assurer l'indépendance de son orientation et affirme de nettes divergences avec le Kremlin comme – de façon encore plus évidente – avec Pékin. Il fait appel aux peuples d'Asie du Sud-Est pour qu'ils se saisissent du "moment favorable" ouvert par la victoire de la révolution indochinoise. Il souligne à maintes reprises la portée mondiale de la défaite impérialiste d'avril 75. Plus, la révolution vietnamienne joue un rôle de ferment révolutionnaire actif dans la région et tout particulièrement en Thaïlande. Mais le P. T. V. N. voit aussi dans le mouvement communiste mondial "officiel" – stalinien et maoïste – la réalité du mouvement ouvrier. Il agit en son sein. Et s'il soutient contre la Chine la révolution portugaise, "critère de l'internationalisme", le M. P. L. A. angolais, le Front Polisario, il peut aussi qualifier – discrètement – Indhira Gandhi de progressiste. Diplomatie soviétique oblige.

La dynamique révolutionnaire de la lutte du peuple vietnamien est loin d'être épuisée, bien au contraire elle reste très profonde. Mais elle se heurte au double problème de la conception de l'Etat – c'est-à-dire au problème de la démocratie socialiste – et de l'internationalisme qui est celle du P. T. V. N. Ces questions ne peuvent être éludées. Des réponses qui leur sont apportées dépend pour une part l'évolution future de la révolution vietnamienne. En retour, les difficultés même de la phase de transition au socialisme soulignent leur actualité. La reprise, depuis la victoire d'avril,

des mises en garde de la direction du Parti contre les "attitudes bureaucratiques" comme les tensions maintenant ouvertes entre le Vietnam et la Chine, en témoignent. "Inprecor" y reviendra.

Aujourd'hui, cependant, la réunification, le bouleversement des rapports de production en cours au Sud-Vietnam, les transformations engagées au Nord après l'arrêt de l'escalade américaine assurent la poursuite de la poussée révolutionnaire au Vietnam. Le grave déséquilibre dans lequel la résistance victorieuse des peuples d'Indochine a placé l'impérialisme mondial au moment où se dessine une nouvelle vague de luttes de classes internationale, l'onde de choc due à la débâcle américaine dans toute la région, le processus conséquent de recomposition du mouvement révolutionnaire en Asie du Sud-Est, font toujours des révolutions vietnamiennes et indochinoises un exemple et un stimulant.



Voici un mois et demi que le gouvernement a déclenché une répression sans précédent contre le mouvement des soldats et les secteurs du mouvement ouvrier qui lui apportent leur soutien. C'est le 26 novembre dernier, en effet, que le Premier ministre Jacques Chirac annonçait devant l'Assemblée nationale l'ouverture d'une enquête par la Cour de Sécurité de l'Etat. Aujourd'hui, le nombre des inculpés s'élève déjà à 48 et dix d'entre eux sont toujours incarcérés dans diverses prisons de la région parisienne. Parmi les inculpés on compte 14 soldats et de nombreux responsables locaux de la CFDT, dont Gérard Jussiaux, responsable de l'Union locale CFDT de Besançon, membre du Parti socialiste unifié et l'un des principaux animateurs de la lutte

des Lip en 73; les autres inculpés sont des militants syndicalistes dont certains venaient d'être libérés de leur service militaire, ou des militants d'organisation d'extrême-gauche, dont Armand Creus, membre du Comité Central de la Ligue communiste révolutionnaire.

50 inculpés-10 emprisonnés

Les militants inculpés sont accusés pour la plupart d'avoir participé à l'activité de comités de soldats, ou de les avoir soutenus; pour d'autres ils sont détenus sans autre raison que leur appartenance politique; c'est notamment le cas de notre camarade Armand Creus. Malgré le zèle déployé par le juge Gallut, responsable de l'enquête, malgré l'ampleur du dispositif policier mobilisé depuis plusieurs mois, malgré les interrogatoires de dizaines de soldats et de civils

France L'OFFENSIVE DU POUVOIR CONTRE LES COMITES DE SOLDATS

PACO ROBS

et les mesures d'intimidation, de l'avis unanime des avocats de la défense, les dossiers sont vides. Rien ne justifie le recours à la Cour de Sécurité de l'Etat, qui est une juridiction d'exception, spécialement créée par de Gaulle en 1963 pour mener la lutte contre l'OAS et dont les partis de l'Union de la gauche et les syndicats réclament la dissolution.

L'accusation "d'entreprise de démoralisation de l'armée" lancée par le gouvernement pour justifier la répression actuelle n'est étayée par aucun élément sérieux. La campagne d'intoxication qui a accompagné le début de l'enquête présentait les militants des SUV venus en France faire une série de meetings de solidarité avec la ré-

volution portugaise, comme de dangereux conspirateurs venant enseigner aux soldats français les techniques de la subversion. Dans le même ordre d'idées, la presse bourgeoise a dénoncé le soutien apporté par des organisations d'Allemagne de l'Ouest, notamment nos camarades du GIM, à la lutte des soldats français qui font leur service militaire dans ce pays. Mais l'enquête n'a pas plus révélé de complot international que d'entreprise de subversion de l'armée.

Le développement des comités de soldats

Les raisons réelles de l'offensive lancée par le pouvoir, et qu'il semble prêt à poursuivre en s'efforçant de mettre de plus en plus directement en cause les organisations engagées dans un soutien actif à la lutte des soldats en premier lieu, le PSU et la LCR, se trouvent donc ailleurs: il s'agit d'abord de briser le mouvement de masse qui se développe dans l'armée depuis deux ans et que les maigres réformes successives des ministres des Armées et la répression quotidienne dans les casernes n'ont pas réussi à désamorcer. Pour atteindre cet objectif, il fallait non seulement passer à un niveau supérieur de répression contre les soldats, mais aussi s'en prendre directement aux secteurs du mouvement ouvrier qui leur apportaient leur soutien. C'est ce qui explique l'opération politique dans laquelle s'est engagé le pouvoir en prenant le risque d'attaquer directement la CFDT en perquisitionnant ses locaux et arrêtant certains de ses dirigeants dans des villes de province (Bordeaux, Besançon, Chaumont...). L'ampleur des moyens mis en jeu et des risques encourus par le gouvernement sont à la hauteur de l'importance de l'enjeu.

Le pouvoir est en effet confronté à une crise sans précédent de l'institution militaire. Cette crise s'exprime d'abord par l'entrée en lutte de la masse des soldats. Le coup d'envoi en a été donné en juin 1974, avec la publication de "l'Appel des cent": ce manifeste signé publiquement par cent soldats et adressé aux candidats à la Présidence de la République, représentait l'essentiel des revendications mises en avant par les soldats: libre choix de la date et du lieu d'incorporation; suppression des incorporations au-delà des frontières; arrêt des brimades de toutes sortes; véritable droit aux permissions; solde égale au SMIC; droit d'information, d'expression et d'organisation dans les casernes... En quelques mois, malgré la répression immédiate contre les premiers signataires, près de 5000 soldats signent l'Appel: il devient le manifeste de lutte de la masse des appelés.

Les comités de soldats se multiplient alors dans les casernes: contraints à la clandestinité, ils regroupent une minorité de soldats mais gagnent bientôt la confiance de la masse des appelés en se faisant les porte-parole de leurs revendications et en organisant leurs luttes. Ac-

tuellement, il y a près d'une centaine de comités de soldats. Malgré la répression sévère et les difficultés liées à la rotation continue du contingent, ils arrivent dans la majorité des cas à sortir un journal de caserne à peu près régulier

Dans la foulée de l'Appel des cent, les luttes dans les casernes se sont multipliées : sous des formes spectaculaires d'abord, avec les manifestations de soldats à Draguignan, à Karlsruhe (en Allemagne fédérale), à Nancy, à Verdun... ; avec la présence de soldats en uniforme dans les manifestations ouvrières le 1er mai à Paris, mais aussi par des actions collectives dans les casernes...

L'essor de ce mouvement de masse suffisait en lui-même à inquiéter le pouvoir, d'autant plus que les concessions faites sur certaines revendications (augmentation de la solde, amélioration du régime des permissions; autorisation d'une partie de la presse ouvrière dans les casernes) n'ont fait que renforcer la combativité des appelés.

Mais ce qui a précipité l'offensive du pouvoir, c'est la volonté de bloquer avant qu'il ne soit trop tard la jonction de plus en plus étroite entre le mouvement de soldats et le mouvement ouvrier. Depuis plus d'un an, en effet, un certain nombre de structures syndicales, à la CFDT surtout, mais aussi à la CGT, se sont engagées dans un soutien direct à la lutte des soldats, notamment en prêtant des locaux pour leurs réunions et en assurant la publication de leurs journaux de caserne. De plus, par leur travail de masse conséquent, les comités de soldats ont su gagner à leur lutte un nombre croissant de militants ouvriers : militants syndicaux, membres des Jeunesses communistes et des Jeunesses socialistes ont rejoint la lutte engagée par les militants révolutionnaires, en contribuant à faire des comités de soldats de véritables organismes unitaires et de masse.

Les comités de soldats avaient mis à l'ordre du jour la tenue d'assises nationales avec le soutien du mouvement ouvrier, afin d'élaborer une nouvelle plate-forme et d'avancer dans la bataille pour le syndicat de soldats. En effet, de plus en plus, la question du droit d'organisation est au centre des revendications de la masse des soldats : loin de se complaire dans la clandestinité, ils demandent que leur soient reconnus tous les droits en tant que travailleurs sous l'uniforme et en premier lieu le droit de s'organiser librement pour défendre leurs revendications.

La majorité des comités de soldats s'est prononcée ainsi pour un syndicat de soldats, soutenu par les syndicats ouvriers. Le PC, le PS et la CGT continuent à rejeter cette revendication, bien qu'elle rencontre un écho de plus en plus large parmi les travailleurs comme en témoignent les récentes prises de position de la CFDT en faveur d'un tel syndicat.

Il était donc clair pour le pouvoir qu'il n'avait plus le choix qu'entre des concessions réelles au mouvement des soldats, notamment le droit

d'organisation, ou une répression brutale. Il a opté pour cette deuxième voie, quitte à accompagner son offensive actuelle de quelques concessions.

Les réactions du mouvement ouvrier

Une telle attaque, d'autant plus qu'elle visait directement un des principaux syndicats ouvriers, la CFDT, appelait une riposte unitaire immédiate de l'ensemble du mouvement ouvrier. Il n'en a rien été. Arguant de prétextes inadmissibles, le PC, le PS, et la CGT se sont refusés à toute riposte unitaire, laissant la CFDT descendre seule dans la rue après les arrestations de certains de ses dirigeants et la perquisition de ses locaux. Le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy, s'est illustré à cette occasion par une déclaration qui fera date : "Nous ne sommes pas des inconditionnels de la solidarité syndicale".

En fait, le PC comme le PS ont immédiatement battu en retraite face à l'offensive du pouvoir sur un terrain où ils se sentent en porte à faux : ils ont fait chorus dans la dénonciation de l'antimilitarisme et se sont préoccupés d'abord de se démarquer sur tous les terrains de l'action des organisations révolutionnaires, en les désignant par là-même comme cible privilégiée aux attaques du pouvoir. Ils ont condamné les comités de soldats, qu'un nombre croissant de leurs militants avaient pourtant rejoints dans la dernière période, en leur opposant des commissions de concertation dans les casernes, où des délégués élus des soldats siègeraient au côté des représentants de la hiérarchie militaire.

Le pouvoir a donc la voie libre pour déployer son offensive en profondeur. C'est ce qui lui permet de continuer à multiplier les inculpations, alors que les dossiers sont vides, et de garder en prison des militants qui ne sont rien d'autre que des otages.

Il est grand temps de stopper la répression. Face à la démission de la plupart des organisations ouvrières, un "comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés" a engagé la riposte sur la base où l'unité d'action sans exclusive était possible dès le départ : libération immédiate de tous les emprisonnés et arrêt des poursuites; dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat; soutien à la lutte des soldats pour leurs droits démocratiques, notamment le droit d'organisation.

L'enjeu est d'importance pour le mouvement ouvrier : ce qui est en question actuellement, ce sont les possibilités de lutte des soldats, c'est-à-dire leur possibilité de faire valoir leurs droits en tant que travailleurs sous l'uniforme, de s'opposer au rôle qu'entend leur faire jouer le pouvoir et à l'utilisation de l'armée contre les travailleurs. C'est en fin de compte, comme le rappelle l'écrasement de la classe ouvrière chilienne en septembre 1973, les possibilités même de victoire du socialisme qui sont en jeu.

le PCF et



la crise du capitalisme

J. VALIER

(1) Il s'agit, dans le cadre de ce bref article, non pas de présenter de façon exhaustive l'ensemble des positions du PCF sur le capitalisme monopoliste d'Etat et sa crise, mais de mettre l'accent sur les propositions qu'il fait pour sortir de la crise.

(2) A cet égard, le PCF commence par souligner que se manifestent, à l'heure actuelle :
- non seulement une crise cyclique de surproduction particulièrement grave,
- mais aussi une crise durable du système capitaliste : c'est là la crise du capitalisme monopoliste d'Etat (CME), qui, commencée en 1967-68, marque l'ouverture de ce que le PCF appelle une longue période de suraccumulation durable.

(3) Notons, d'ailleurs, que ce thème de la crise du CME, très largement développé par le PCF, est en grande partie contradictoire avec ce qu'il appelle le noyau de sa théorie du fonctionnement du CME : sa théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital. En effet, sans pouvoir nous étendre longuement ici, il faut souligner que cette théorie commence d'abord par une falsification des écrits de Marx. Là où Marx expliquait que la dévalorisation, qu'il définissait simplement comme une baisse de la valeur du capital, pouvait être, en tant que conséquence des crises de surproduction, une solution provisoire à la suraccumulation, le PCF donne un sens différent à la dévalorisation du capital, qu'il définit comme l'ensemble des solutions à la suraccumulation.

Il assimile alors, de façon absurde :

1) la dévalorisation et mise en valeur à taux réduit (capitaux publics ou capitaux des petites et moyennes entreprises) ou hors des frontières (capitaux exportés);

2) mise en valeur à taux réduit ou hors des frontières et absence de mise en valeur. Dès lors, lorsque le PCF parle de "dévalorisation" des capitaux publics, sous le prétexte que ces derniers touchent un taux de profit inférieur à ce qu'ils pourraient toucher, compte tenu de leur importance, c'est à la fois :

- absurde, parce que cela revient à parler de mise en valeur de capitaux... qui ne se mettent pas en valeur !!

- doublement faux, parce que, d'abord, les capitaux publics sont bien mis en valeur. L'E-

tat ne se substitue pas à la loi de la valeur. Tout transfert de plus-value des entreprises nationalisées vers les monopoles implique un renforcement de l'exploitation par l'Etat (qu'il s'agisse des travailleurs des entreprises natio-

nalisées, ou de l'ensemble des travailleurs). Parce qu'ensuite, les capitaux publics ne subissent pas, dans ce processus, de baisse de valeur (dévalorisation au sens de Marx). Que l'Etat favorise la dévalorisation en prenant des mesures qui accélèrent la concentration/centralisation du capital : oui ! Mais parler de dévalorisation des capitaux publics, à propos de transfert de plus-value vers les monopoles : non !

La conséquence de l'attitude du PCF est :

- de donner l'impression que, pour lui, l'Etat se substitue à la loi de la valeur;

- de donner l'impression qu'un capitalisme sans crise est possible, du moins tant que tout le secteur privé n'a pas été nationalisé. Le financement public de la production privée, dont parle le PCF, semble être un remède durable à la suraccumulation, tant que l'on peut continuer à nationaliser. Cette conclusion logique de la pseudo-théorie du PCF est contradictoire avec l'idée même de la crise du capitalisme. Pourtant il apparaissait trop clairement, à partir des années 65, que les 20 années de prospérité relative qu'avaient connu les pays capitalistes développés allaient être suivies de difficultés et contradictions exacerbées et durables, pour que le PCF ne soit pas conduit à parler de crise du CME.

(4) A partir du moment où la crise est définie comme une crise du capitalisme, on pourrait s'attendre à ce que, pour sortir de la crise, la solution envisagée soit d'ouvrir la perspective de la destruction du système capitaliste et de l'Etat bourgeois.

Pas du tout !! En fait, à partir de l'affirmation, purement verbale comme nous allons le voir, du lien entre le système capitaliste lui-même et la crise, le PCF va opérer deux "glissements" qui vont l'entraîner très loin :

- on se contentera pour sortir de la crise, de proposer, non pas la destruction du système capitaliste et de l'Etat bourgeois, mais la disparition des principaux monopoles (par la nationalisation) et le changement de gouver-

nement;

- ou, en l'absence d'échéance électorale immédiate, on se contentera d'essayer d'infléchir la politique des gouvernements en place, ... pour commencer à sortir de la crise ! Nous allons analyser, dans cet article, ces deux "glissements".

(1) L'analyse qui nous est présentée par le PCF consiste à expliquer que la crise est due conjointement :

- à la politique des monopoles, que l'on isole du fonctionnement d'ensemble du système capitaliste, et que l'on envisage, non comme un produit inévitable du développement du système capitaliste, mais comme une simple verrue venant enlaidir son visage et que l'on pourrait enlever;

- à la politique gouvernementale, mise au service des monopoles, et qui, dans un autre gouvernement (de "gauche"), mais avec le même Etat ("démocratisé" et non détruit en tant qu'Etat bourgeois), pourrait être mise au service des travailleurs.

On notera que cette façon de séparer les monopoles du fonctionnement de l'ensemble du système capitaliste est au coeur de très nombreuses contre-vérités proférées par le PCF. Il en est ainsi, par exemple, de son refus d'envisager le caractère social de l'exploitation capitaliste, qui le conduit à parler d' "exploitation monopoliste indirecte", à propos de l'exploitation que font subir les patrons des petites et moyennes entreprises à leurs travailleurs, et qui a pour but de masquer cette exploitation et de présenter ces patrons comme essentiellement des "victimes" du pillage des monopoles, comme les travailleurs. Que ne ferait-on pas pour justifier l'alliance des "couches anti-monopolistes" !

Si la crise est due conjointement aux monopoles en tant que tels et au gouvernement, il suffit, pour sortir de la crise :

- de nationaliser les principaux monopoles : c'est le fameux "seuil minimum",

- de changer de gouvernement, et de "démocratiser" l'Etat.

C'est le modèle de la "démocratie avancée", ou celui qui résulterait de l'application du programme commun de la gauche, et qui, selon le PCF, mettrait en place une société de transition au socialisme.

Cette société serait caractérisée par :

- un Etat qui ne serait pas encore un Etat ouvrier, mais qui ne serait déjà plus un Etat bourgeois : bref un milieu entre les deux;

- la fin de la domination du capital : en effet, le secteur public serait un secteur socialiste, échappant aux lois de la valorisation capitaliste, et par ailleurs, il encadrerait et même dominerait le secteur privé qui, de ce fait, ne serait plus soumis à la seule "logique des profits" mais aussi à celle des besoins. En tout état de cause, c'est la "logique des besoins" qui dominerait à l'échelle de l'ensemble de la société. C'est pourquoi, précisément, on sortirait de la crise.

(2) Malheureusement, la vérité est tout autre. La "démocratie avancée" ou l'application, même intégrale du programme commun, laisserait à la bourgeoisie l'essentiel de ses leviers de commande politiques et économiques.

1) L'Etat bourgeois serait maintenu. Les marxistes-révolutionnaires savent, en effet :

- que l'Etat en soi n'est pas neutre, que l'appareil d'Etat est organiquement liée à la bourgeoisie, qu'il est "la violence sociale d'une classe, concentrée et organisée" (Marx), et qu'il ne peut être mis au service de la classe ouvrière;

- qu'il ne peut y avoir un Etat dont la nature de classe serait mal définie.

La transition ne commence qu'après la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de l'Etat ouvrier. C'est à ce niveau qu'elle se situe et non pas au niveau d'une soi-disant transformation graduelle de l'Etat bourgeois en Etat ouvrier.

Tant que l'Etat bourgeois n'est pas détruit, la bourgeoisie conserve le pouvoir.

2) Le règne du capital serait également maintenu. En ce qui concerne le secteur public, d'abord, notons deux points importants :

- Le maintien de l'Etat bourgeois et l'existence d'un très important secteur privé, y compris monopoliste, ne permettent pas d'envisager qu'il s'agirait d'un secteur socialiste. Seules la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration d'un Etat ouvrier, et la mise en oeuvre, dans ce cadre d'une planification centrale, créeraient les conditions d'une destruction du capital. Dans le cadre de la "démocratie avancée", le secteur public resterait soumis à la loi de la valeur, et les travailleurs des entreprises nationalisées resteraient soumis à l'exploitation capitaliste : bref, les nationalisations dans le cadre de l'Etat capitaliste maintenu, ne supprimeraient en rien les rapports de production capitalistes.

Vanter l' "efficacité" des entreprises nationalisées reviendrait, dans ces conditions, purement et simplement à se féliciter du développement du capital public, c'est-à-dire de l'exploitation des travailleurs.

Il est vrai que le PCF est coutumier du fait, même dans le cadre de la société actuelle (... dont il ne peut pas nier qu'elle soit capitaliste), puisqu'il vante les mérites d'efficacité et de productivité de Renault (qui "roule plus vite que Citroën") de l'EDF, de la SNCF, etc., c'est-à-dire qu'il se félicite de l'accumulation du capital, elle-même porteuse des rapports d'exploitation !!

- à partir du moment où la bourgeoisie conserve ses leviers de commande :

- ou bien la bourgeoisie peut s'opposer au développement des nationalisations; ou, si elle est obligée, sous la pression des luttes de l'accepter, elle conserve les moyens de revenir en arrière (dénationalisation), à partir du moment où les luttes ne vont pas jusqu'à la destruction de l'Etat bourgeois et si, de ce fait, elles connaissent tôt ou tard un reflux.

- ou bien la bourgeoisie accepte les nationalisa-

tions, mais elle conserve alors les moyens de les utiliser dans le sens de ses intérêts de classe.

En 1945-47, en France, c'est ainsi qu'elle a utilisé les nationalisations (pourtant, d'un certain point de vue, le fruit des luttes ouvrières) pour reconstruire le capitalisme français.

L'utilisation consiste alors, à la fois, à prendre une série de mesures favorisant l'accumulation des monopoles et à développer la mise en valeur du capital public lui-même.

En ce qui concerne le secteur privé par ailleurs, deux remarques peuvent également être faites :

a) L'application, même intégrale, du programme commun laisserait en place un secteur privé qui représenterait encore 86% de la production, 87% de la population active et 55% des investissements. Au sein même du secteur privé, de nombreux et importants monopoles subsisteraient : Michelin, Hachette, Shell France, Peugeot, etc. Bref, ni l'économie capitaliste, ni le grand capital lui-même ne disparaîtraient.

On notera, à cet égard, les virages pris par le PCF qui, pour le moins, devraient donner le mal de mer à ses militants. Ainsi, dans le programme du PCF, on prévoyait 25 nationalisations. Puis, dans le programme commun, le "seuil minimum" se réduit, dans le secteur industriel, à 9 nationalisations et 4 prises de participation, tandis qu'une formule ambiguë envisage une extension possible des nationalisations au-delà du seuil minimal.

Puis, lors de la campagne présidentielle, François Mitterrand, candidat unique de la gauche, précise qu'il n'est pas question d'aller au-delà de 9 nationalisations (qui sont même ramenées à 8, sous prétexte qu'entre temps, un groupe est passé entre les mains d'un groupe allemand) et 4 prises de participation. Il déclare que les 9 nationalisations elles-mêmes ne surviendraient pas tout de suite, pas avant, en tous les cas, que le Parlement les ait approuvées : ... or, le Parlement avait une majorité hostile aux nationalisations; d'où, éventuellement, de nouvelles élections, la non-certitude d'un Parlement favorable aux nationalisations. ... bref, peut-être beaucoup d'eau sous les ponts avant que les 9 nationalisations ne surviennent ! Le PCF, durant cette période, ne sourcille pas et même approuve. Bien plus, dans les semaines qui suivent les élections, le PCF essaie de trouver des pseudo-justifications théoriques pour expliquer que les critères adoptés pour ne retenir que 9 nationalisations sont sérieux et scientifiques : il met, notamment, en avant le degré d'interpénétration du capital !

Puis vient la polémique avec le PS : le PCF, cette fois, accroît ses exigences en matière de nationalisations et là où il expliquait que le seuil minimum n'était pas une "porte largement entrouverte", il explique maintenant qu'il n'est pas un "catalogue figé". Là où il expliquait que la limitation à 9 nationalisations était le fruit de critères "scientifiques", il explique maintenant qu'elle elle le fruit d'un compromis avec un PS partisan d'une politique de collabo-

ration de classes !. En attendant le prochain virage !

b) L'existence de l'Etat bourgeois, d'un secteur public toujours soumis aux lois de la valorisation capitaliste et d'un important secteur privé (en partie monopoliste) rend absurde l'idée que la "logique des besoins" serait dominante, et affecterait le secteur privé lui-même. Les nationalisations de banques (d'ailleurs ramenées par F. Mitterrand à deux durant la campagne électorale) n'y changeraient rien : la bourgeoisie aurait toujours les moyens de les utiliser dans le sens de ses intérêts.

(3) Il ressort de nos remarques que la "démocratie avancée" (ou l'application du programme commun), à partir du moment où elle maintient l'existence de l'Etat bourgeois et le règne du capital. . . ne saurait permettre de sortir de la crise, qui est précisément une crise du capitalisme. A moins que l'on ne croit à un capitalisme possible sans crises : ce serait, en tous les cas, la conséquence logique pour le PCF de sa "théorie" erronée de la suraccumulation-dévalorisation, que nous avons évoquée et qui conduit à l'idée que le programme-commun, en permettant un développement des nationalisations, permettrait d'accroître ce que le PCF appelle (de façon fautive) la dévalorisation des capitaux publics, et donc de fournir un remède durable à la suraccumulation.

Pas plus que la vision d'un capitalisme sans crise, ne peut être acceptée l'idée que le programme commun est un programme de transition au socialisme. Prétendre porter atteinte à la "logique du profit" et parvenir au socialisme, tout en laissant en place le système capitaliste et l'Etat bourgeois est, en première approximation, contradictoire. Cette contradiction ne peut être résolue que :

- soit par un affrontement violent non préparé avec la bourgeoisie, si les directions staliniennes et social-démocrates ne parviennent pas à étouffer les luttes ouvrières et leur développement;

- soit par une capitulation préventive réussie de la part de ces directions, qui parviennent alors à faire accepter aux travailleurs l'enterrement de tout ou partie des revendications. C'est cette politique qui s'annonçait de façon éclatante durant la campagne électorale présidentielle : le PCF n'expliquait-il pas, en effet, qu'avec un gouvernement de gauche, il faudrait savoir modérer les revendications (par exemple accepter un SMIG (salaire minimum) à 1 200 F., alors qu'à la veille de la mort de Pompidou, Séguy et Maire expliquaient que les travailleurs ne pouvaient pas vivre décemment avec moins de 1 500 F. par mois), et mettre l'accent sur l'augmentation de la production et de la productivité (... donc de l'exploitation !).

L'échec électoral, et l'absence de perspectives électorales immédiates, allaient permettre au PCF de hausser le ton en matière de revendications.

Là où il s'agissait de changer de gouvernement, il ne va plus s'agir que de faire pression sur Giscard-Chirac pour qu'ils adoptent une autre politique gouvernementale ! Nouveau "glissement", et d'importance ! ... Puisqu'il va donner l'illusion qu'il est possible de commencer à sortir de la crise, avec, y compris, le gouvernement actuel.

Pour commencer à sortir de la crise : infléchissons la politique du gouvernement actuel

Si l'on examine les propositions faites par le PCF pour commencer à sortir de la crise, en septembre 1974 (discours de G. Marchais à Albertville), ou en août 1975 (conférence de presse du même G. Marchais), deux remarques s'imposent.

(1) On affirme, on l'a vu, que la crise est due au système capitaliste... mais on propage l'illusion que Giscard-Chirac pourraient commencer à y mettre fin, si on leur imposait des solutions "efficaces" !

Par ailleurs, quelles sont ces solutions ? Les propositions que fait le PCF sont, en réalité un mélange d'objectifs de lutte en matière de pouvoir d'achat et d'emploi, et de propositions, par ailleurs illusoire pour partie, de gestion différente du système capitaliste.

Ainsi propose-t-il le développement d'un certain nombre de branches de production (dans le secteur privé ou public) et demande-t-il au gouvernement des mesures allant dans ce sens. Qu'est-ce là si ce n'est une politique qui, au lieu de se fixer comme perspective la suppression du capital, se contente de réclamer une allocation différente du capital ?

Ainsi, surtout, insiste-t-il sans arrêt, sur le fait que les augmentations de salaires, non seulement correspondraient aux intérêts des travailleurs (... ce qui est évident), mais aussi permettraient de commencer à sortir de la crise, grâce à une relance de l'économie (capitaliste, le PCF l'oublierait-il ?) par la consommation.

De ce dernier raisonnement, on peut dire :

a) qu'il est scandaleux : car se féliciter de l'existence éventuelle de meilleures conditions faites au développement de l'accumulation du capital, se féliciter, par exemple (comme l'a fait le PCF) de l'augmentation de la productivité qui a suivi les hausses de salaires obtenues en Mai 1968... c'est se féliciter du développement de l'exploitation des travailleurs !

b) qu'il est faux : les augmentations de salaires, en effet, signifient une atteinte au profit. Dès lors, elles ne peuvent être bénéfiques pour le fonctionnement du système capitaliste que si un certain nombre de conditions sont réunies : notamment, il faut que la bourgeoisie puisse reprendre d'une main (par l'accélération des cadences, la hausse des prix ou des impôts, etc.) ce qu'elle a cédé de l'autre. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé aux lendemains de Mai 1968, à la suite de la remise en marche

des capacités de production inutilisées.

Se battre pour des augmentations de salaire, c'est bien évidemment une nécessité absolue. Mais faire croire que, grâce à elles, l'activité économique va pouvoir sortir de la crise (et donc que le chômage va diminuer), c'est une profonde erreur.

D'ailleurs, le PCF ne s'enferme-t-il pas dans une belle contradiction, lorsqu'il affirme que la crise est une crise de suraccumulation, c'est-à-dire qu'elle est due à la baisse du taux de profit, mais que pour en sortir il propose... une augmentation des salaires, donc une atteinte au profit ?

c) que le PCF n'a jamais cru réellement à son raisonnement. Son insistance à déclarer qu'il ne veut pas porter atteinte aux grands "équilibres économiques", c'est-à-dire, en fin de compte, aux profits, ses déclarations modératrices sur les salaires durant la campagne présidentielle, son refus d'ouvrir la perspective d'une généralisation des luttes même quand la situation le permet (exemple, la grève des PTT de l'automne 1974), sa façon de faire de l'ouverture des négociations un objectif en soi; tout nous montre que le PCF n'ignore pas que l'on ne saurait sortir de la crise du capitalisme par de simples augmentations de salaires arrachées à la bourgeoisie.

Il est vrai que le PCF ajoute toujours que pour consolider les hausses de salaires, et leur aspect "bénéfique" pour le développement de l'activité économique, il faudrait arracher à Giscard un certain nombre de nationalisations (banques, Citroën, sidérurgie, etc.). Nouvelle illusion, qui consiste à faire croire que sans même changer de gouvernement, il serait possible d'imposer une nouvelle "logique de développement", comme le dit le PCF !!

(2) En fait, ce qui apparaît clairement dans les propositions du PCF, c'est une attitude de capitulation totale.

En reprochant au PS de proposer un programme de gouvernement, alors, prétend le PCF, que ce n'est pas d'actualité, et de ne pas insister sur les revendications des travailleurs et les luttes à mener pour obtenir satisfaction, le PCF, à la fois :

- cherche à donner des illusions sur sa volonté de tout faire pour favoriser le développement des luttes, volonté démentie notamment par son refus systématique d'unifier et de centraliser les luttes;

- démasque ouvertement sa volonté de ne pas remettre en cause l'existence du régime Giscard-Chirac. Sa polémique avec le PS, son verbalisme "gauche", masquent mal, en fait, une politique qui n'en est pas moins que celle du PS une politique de collaboration de classes, son refus d'oeuvrer en faveur de l'unité et de l'indépendance de la classe ouvrière, son refus de poser maintenant, à travers le développement des luttes, le problème de la mise à bas du régime Giscard-Chirac.

Novembre 1975

déclaration de la 4^e Internationale contre la répression du peuple sahraoui par l'impérialisme

La IV^e Internationale attire l'attention de la classe ouvrière internationale sur le massacre impitoyable perpétré contre le petit peuple Sahraoui par le Maroc et la Mauritanie, alliés de l'impérialisme international, depuis l'invasion de l'ex-Sahara espagnol par les troupes de ces deux pays. L'annexion de ce territoire par le Maroc sous le couvert d'un mouvement "d'auto-détermination" organisé par le réactionnaire Yemaa qui est contrôlé par le Maroc, a conduit en fait à l'assassinat massif de jeunes Sahraouis et de femmes et d'enfants sans défense par les armées marocaine et mauritanienne aussi bien dans la capitale du territoire que dans le désert. L'armée espagnole a couvert et collaboré à ce massacre.

La IV^e Internationale appelle les travailleurs et les soldats d'Espagne, du Maroc et de tous les autres pays à s'opposer activement à cette attaque perfide des droits à l'auto-détermina-

tion d'un petit peuple. Elle appelle à un soutien actif du Front Polisario, la seule organisation qui tente de résister à la tuerie néo-colonialiste.

Elle appelle les soldats espagnols, marocains et mauritaniens à fraterniser avec le peuple opprimé du Sahara et à tourner leurs fusils contre les responsables de cette inhumaine extermination qui sont aussi leurs propres oppresseurs.

A bas l'annexion réactionnaire du peuple Sahraoui par le Maroc !
Pour le droit du peuple sahraoui à une complète auto-détermination !
A bas les bouchers sanglants de Rabat et de Madrid !

Victoire pour le Front Polisario !

22 décembre 1975

Secrétariat Unifié de
la IV^e Internationale

↳ (Suite de la page 32)

Le sionisme implique la résignation à l'antisémitisme, considéré comme un phénomène universel, naturel et éternel.

vail de garde fournis à la monarchie Hachémite pendant plusieurs décades, et la guerre menée, au service de la Grande-Bretagne et de la France contre l'Egypte en 1956.

C'est peu, mais c'est assez. Plus un sioniste est courageux et franc, plus il reconnaît ces faits ouvertement. Plus un sioniste essaie de se déguiser en libéral, en démocrate ou même en socialiste, plus il essaie de cacher et de camoufler, d'embrouiller et de nier ces vérités.

Le sionisme, qui avait la prétention de fournir une solution aux malheurs des Juifs, constitue, en lui-même, un véritable malheur pour les Juifs. Le capitalisme, non content d'avoir assésné aux juifs des coups mortels, leur a également fourni une "solution" à leurs malheurs qui n'est pas moins tragique que leur souffrance elle-même. En un certain sens, on pourrait dire que les juifs, opprimés sous les bottes du seigneur, sont devenus eux-même un nouveau seigneur, qui opprime un autre peuple : le peuple arabe de Palestine.

C'est pourquoi, il n'est pas suffisant de dire que le sionisme a créé le problème palestinien. Le

sionisme a également créé un problème juif, un danger concret pour les Juifs d'Israël et pour ceux des Juifs du monde qui lient leur sort à celui du sionisme.

Notre lutte contre le sionisme est une lutte pour la réalisation des droits humains et nationaux du peuple arabe palestinien, mais elle est également une contribution au sauvetage des Juifs d'Israël.

Les sionistes, qui prétendent représenter les Juifs du monde entier, leur disent : "Le monde entier est contre nous." Nous, par contre, disons que les Juifs, comme tous les autres peuples, font partie intégrante de l'humanité. Les sionistes disent que les Juifs existent en dépit de l'Histoire, et nous disons qu'ils existent par l'Histoire. Les sionistes sanctifient et perpétuent l'inimitié entre les Juifs et les autres peuples, tandis que nous oeuvrons pour éliminer l'inimitié entre les peuples, en général, et pour l'élimination de l'inimitié à l'égard des Juifs en particulier. Nous luttons contre le sionisme, pour l'intégration du peuple juif-israélien dans l'Orient arabe. Notre lutte pour le socialisme comprend en elle-même la lutte pour le respect des droits humains et nationaux, aussi bien des Arabes de Palestine que des Juifs d'Israël. Car le socialisme est la libération de l'Homme. De l'homme arabe, et de l'homme juif.

23 novembre 1975.

ISRAEL

DECLARATION COMMUNE DE TROIS ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES

L'Organisation Socialiste Israélienne ("Matzpen")

L'Alliance Communiste Révolutionnaire ("Ma'avak")

La Ligue Communiste Révolutionnaire (IV^e Internationale)



Théodore Herzl

En tant que socialistes révolutionnaires, notre refus du sionisme est profond et fondamental. Ce refus nous accompagne depuis que nous avons commencé à nous organiser au sein de formations politiques, afin de faire avancer la lutte pour la révolution socialiste dans notre région. Les Juifs qui sont parmi nous représentent, dans leur position anti-sioniste, le meilleur de l'esprit et des traditions démocratiques et révolutionnaires parmi les masses juives dans le monde. Les Arabes qui sont parmi nous représentent dans leur position anti-sioniste, non seulement les aspirations des masses arabes à la libération nationale et sociale, mais également le meilleur de l'esprit et des traditions de tolérance dont jouissaient les Juifs qui vivaient au sein des peuples arabes. Les uns comme les autres, nous constituons un seul bloc, que nous donnons en exemple, et que nous indiquons comme la seule alternative à la situation actuelle, dans laquelle les Juifs et les Arabes payent de leur sang le prix de l'occupation et de l'oppression, de la discrimination et de l'expulsion.

Bien longtemps avant la résolution de l'Assemblée générale de l'O.N.U. condamnant le sionisme, plus exactement 80 ans avant, l'auteur de l'Etat juif, Théodore Herzl, écrivait: "Nous constituerons un rempart contre l'Asie et un avant-poste pour défendre la civilisation contre la barbarie. En tant qu'Etat souverain, nous ne cesserons pas de constituer un lien et un rapport avec les peuples de l'Europe, et eux, pour leur part, seront les garants de notre existence." Et ainsi en est-il. De toutes les prévisions et de tous les jugements prononcés par le fondateur du sionisme, celui-ci est peut-être l'un des seuls à garder aujourd'hui toute sa signification et sa validité. Il décrit avec concision, et en langage bourgeois, la situation actuelle d'Israël. L'Etat sioniste s'attaque aux masses arabes (l'Asie, les barbares) parce qu'il est lié, à la vie et à la mort, à l'impérialisme.

En proclamant cela, nous disons en fait que la résolution de l'Assemblée générale ne nous concerne pas. Car que se serait-il passé si l'Assemblée générale avait tranché autrement la question du sionisme? Aurions-nous pour autant changé nos opinions concernant le sionisme? Absolument pas. D'autant plus que parmi les adversaires comme parmi les défenseurs du sionisme, se trouvent à l'Assemblée générale les représentants de gouvernements qui font de l'exploitation et de l'oppression, de la discrimination et même du racisme le fondement de leur politique. En même temps, il ne fait aucun doute que la résolution de l'Assemblée générale exprime le fait que le sionisme

est de plus en plus exposé, dans toute sa nudité, et que ses beaux jours s'en sont allés. Et plus que quiconque, ce sont les sionistes eux-mêmes qui ont contribué à créer cette situation. Dans leurs discours, comme par leurs actes.

Nous fondons notre opposition au sionisme sur le fait, entre autres, que le sionisme implique l'établissement d'un Etat juif en violation des droits humains et nationaux du peuple arabe de Palestine. Et c'est un fait que chacun des pas accomplis par le sionisme dans ce pays implique l'expropriation des Palestiniens de leurs terres, et leur expulsion hors de leur patrie. Les sionistes eux-mêmes proclament leurs intentions lorsqu'ils arrivèrent dans ce pays: "La conquête du travail hébreu, la conquête de la terre, et la constitution d'une société tout entière juive." Il leur arrivait cependant de nier purement et simplement les faits et de parler d'une "terre sans peuple pour un peuple sans terre".

Le sionisme implique la discrimination d'un groupe national par rapport à l'autre. Le sionisme implique une situation de privilège pour les Juifs d'Israël et ceux du monde entier, en même temps que la transformation des Palestiniens sous son pouvoir en citoyens de seconde zone. Voyez par exemple la fameuse loi du Retour qui accorde la citoyenneté israélienne automatiquement à tout juif du monde, alors que le droit des masses palestiniennes à retourner dans leur patrie continue à leur être refusé. Voyez par exemple les statuts de l'Agence Juive, rédigés en 1929, et qui sont toujours valables aujourd'hui: "La terre a été acquise en tant que propriété juive, elle restera propriété inaliénable du peuple juif, et ne sera pas transmissible. L'Agence encouragera la colonisation agricole fondée sur le travail juif, et dans toutes les entreprises qu'elle accomplira ou encouragera, ce sera un principe que d'employer du travail juif." Voyez par exemple, la politique de confiscation des terres arabes et leur transfert en des mains juives - une politique commune à tous les gouvernements d'Israël depuis la fondation de l'Etat jusqu'à ce jour. Ce n'est ni nous, ni aucun autre anti-sioniste, qui avons forgé le terme raciste de "judaisation de la Galilée". Ce sont les dirigeants et les porte-parole d'Israël qui l'ont fait. Le sionisme implique l'acceptation du patronage de l'impérialisme, et le travail à son service; en ce sens, le sionisme est un instrument contre le mouvement national arabe, et un garde-manger contre les luttes des peuples arabes pour briser le joug de l'exploitation locale et étrangère. Rappelons seulement le soutien et le tra-

▼ (Suite page 31)